



Trois jours de concentré d'idées

- L'écrivain Alain Mabanckou raconte sa rencontre avec Angela Davis
- Débat : un État palestinien mettra-t-il fin à l'occupation ?
- Lancement réussi de la chaîne Twitch du journal. **8 pages centrales**

LA FÊTE DE
L'HUMANITÉ

MARDI 17 SEPTEMBRE 2024. | N° 24028. | 2,70 € | www.humanite.fr

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

« GAZA, LE DEVOIR D'OUVRIR LES YEUX »

À la Fête de l'Humanité, Dominique de Villepin, ancien premier ministre, a plaidé pour un nouvel ordre mondial fondé sur la justice et sur la paix. **P. 2**



NICOLAS CLEUET

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 3,4 MAD



M 00110 - 917 - F - 2,70 €



ÉDITORIAL

PAR MAURICE
ULRICH

Faire face

À quoi sommes-nous appelés à faire face ?

Ce nous est celui des forces de gauche, c'est celui aussi des centaines de milliers d'hommes et de femmes de tous âges qui ont partagé cette grande Fête de l'Humanité. Ce nous, c'est celui de la France du mal-logement, des fins de mois qui arrivent le 15 ou avant, des déserts médicaux, des services publics, du racisme sous toutes ses formes, des discriminations, dans la vie et dans l'emploi. Nous, pour qui il faut que les choses changent et qui l'avons dit aux législatives.

À quoi sommes-nous appelés à faire face ?

À un pouvoir manipulateur et sans scrupule, dont le braquage du scrutin populaire, la nomination d'un premier ministre sans aucune légitimité, sous surveillance, selon les propres mots de Marine Le Pen et Jordan Bardella, du Rassemblement national, n'ont d'autre but que de poursuivre une politique au service du capital. Car il faut appeler les choses par leur nom. Qu'ils s'agisse des « Républicains », du RN, de la Macronie, président comme députés, on le voit clairement avec les deals entre « amis-ennemis » en cours : il n'est pas question de remettre en cause cette politique. Pour ne prendre que cet exemple, le cumul des 500 premières fortunes de France a doublé depuis 2017, passant à plus de 1 200 milliards d'euros. Cette politique ne pèse pas seulement sur le quotidien, mais aussi sur le devenir du monde.

C'est dans les luttes que s'effacent les différences attisées par les tenants du désordre établi.

Face à cela, il faudrait que la gauche se déchire ? Pour eux, c'est tout bénéf !

À quoi riment les anathèmes, les insultes infamantes, les mises à l'écart ? Oui, il y a des débats à mener. Mais en quoi la lutte contre le racisme s'opposerait-elle aux luttes sociales ? Ce n'est pas automatique mais c'est dans les luttes communes que se forment les solidarités et que s'effacent les différences attisées à dessein par les tenants du désordre établi. Oui, il est vrai qu'une part de l'électorat ouvrier a déserté la gauche, que peut-être « nous » n'avons pas fait tout ce qu'il fallait. Il n'est pas davantage question de s'en accommoder qu'il n'est question de délaissier les luttes sociétales, féministes, contre les discriminations et la haine de l'autre. Nous avons la responsabilité de le rappeler, quand l'esprit de division l'emporte : à quoi faisons-nous face ? ■

« Nous devons arrêter l'escalade meurtrière à Gaza »

DIPLOMATIE Loin de la rhétorique néoconservatrice qui prévaut dans son camp, à droite, Dominique de Villepin plaide pour un nouvel ordre mondial fondé sur la justice et sur la paix.

Comme chef de la diplomatie française, il fut, en 2003, le visage du « non » à la croisade de George W. Bush en Irak. Il fait aujourd'hui entendre une voix critique sur les questions internationales, dénonçant la guerre d'anéantissement que livre l'État d'Israël aux Palestiniens de Gaza, plaidant pour une relation nouvelle avec le Sud, appelant

à privilégier la négociation plutôt que le recours à la force pour résoudre les conflits. L'ancien premier ministre Dominique de Villepin était, dimanche, l'invité de l'Agora à la Fête de l'Humanité.

« Vous fournissez l'épée, nous fournissons le sang / Vous fournissez l'acier et le feu, nous fournissons la chair / Mais le ciel et l'air / Sont les mêmes pour vous et pour nous. »
Que vous inspirent ces vers du poète palestinien Mahmoud Darwich ?

La poésie nous rappelle à la conscience de notre humanité commune. Nous avons tous le même devoir : arrêter cette escalade meurtrière. Le 7 octobre, ne l'oublions pas, c'est 1 200 morts et plus de 240 otages. À partir de là, l'engrenage de la vengeance sans limite, sans proportion, a conduit, à Gaza, à ce bilan effarant de 40 000 morts, dont 30 000 femmes et enfants, issus de la population civile. Ce bilan, qu'il nous faut regarder en face, est lié à un choix de réponse par la force de la part d'une démocratie soutenue par les États-Unis et par les autres démocraties.

Alors même que nous aurions la capacité, et c'est cela que je trouve particulièrement révoltant, d'introduire de la mesure dans la réponse israélienne. D'abord, parce que nous aidons économiquement Israël, y compris sur les territoires de la colonisation. Ensuite, parce que nous apportons à ce pays une aide militaire – c'est particulièrement vrai s'agissant des États-Unis. Et nous le faisons, en quelque sorte, en fermant les yeux sur cet engrenage de la violence dont

nous savons qu'il ne peut conduire à rien. Ceux qui plaident pour continuer la guerre, pour aller « jusqu'au bout », oublient une réalité fondamentale. Nous sommes dans une guerre dite « contre le terrorisme » qui ne peut être gagnée en employant le seul langage de la force. Surtout si cette logique de force est sans objectif politique. Benjamin Netanyahu répète que son but, c'est l'éradication du Hamas. Il est contredit par son ministre de la Défense, Yoav Gallant, qui dit lui-même que le Hamas

a été désarmé. À Gaza, tous les services de renseignements disent que le point d'achoppement des négociations, le corridor de Philadelphie, dans le sud de Gaza, n'a pas lieu d'être maintenu par Israël. Sur ce point, une entente est possible : on pourrait engager un cessez-le-feu qui permettrait de libérer de nombreux otages, comme cela a été possible une première fois. Mais le gouvernement Netanyahu cherche surtout à se maintenir au pouvoir. Le premier ministre israélien joue sa survie personnelle et judiciaire. D'où la persistance d'une politique

« Si nous sommes capables de faire gagner la justice à Gaza, c'est tout l'ordre mondial que nous pourrions refonder. »



Dominique de Villepin, sur la scène de l'Agora, dimanche 15 septembre, avec les journalistes de l'Humanité. NICOLAS CLEUET/LE PICTORIUM

ultraconservatrice et fondamentaliste, celle de Ben Gvir et Smotrich, auxquels il est associé. Cet engrenage de la violence est sans issue.

Entre les victimes du 7 octobre et celles de Gaza, partagez-vous le constat d'un double standard, d'une empathie sélective ?

Le drame, c'est l'invisibilisation de la mort à Gaza. Il ne s'agit pas de nier l'horreur, ni la barbarie du 7 octobre. Mais tous ces morts ont un visage. Tous ces morts s'inscrivent dans un lignage, dans un souvenir. Comment fait-on son deuil de ces morts qui n'existent pas ? Vous avez cité Mahmoud Darwich ; je garde la mémoire des vers de Paul Celan : « Alors vous montez en fumée dans les airs / alors vous avez une tombe au creux des nuages. » Quelles sont les sépultures de ces enfants et de ces femmes à Gaza, dans un territoire où même les cimetières sont bombardés ? Heureusement, il reste une conscience internationale. Tous, nous avons le devoir d'ouvrir les yeux.

La France apporte son soutien inconditionnel à Benjamin Netanyahu. Comment pourrait-elle retrouver une voix crédible, indépendante, écoutée pour dégager des alternatives de paix au Proche-Orient ?

Nous avons défendu le droit international en Ukraine mais que faisons-nous à Gaza ? Ce droit international, depuis 1947, est bafoué au Proche-Orient. La Cour internationale de justice s'est prononcée sur l'illégalité de la colonisation. Elle a dit son inquiétude sur ce qui pourrait conduire à un éventuel génocide. La Cour pénale internationale a mis

en accusation des responsables israéliens et, également, même si je ne fais pas de parallèle, des responsables du Hamas. Si nous sommes capables de faire gagner la justice à Gaza, c'est tout l'ordre mondial que nous pourrions refonder. Ce conflit est né avec la création de l'État d'Israël, au lendemain de cet immense traumatisme de la Shoah, mais aussi de cette immense injustice faite aux Palestiniens restés sans terre. Avec la Nakba, 700 000 personnes ont été contraintes au départ.

Vous avez à plusieurs reprises réaffirmé votre attachement à une solution à deux États, à la reconnaissance par la France d'un État de Palestine...

Reconnaître le droit du peuple palestinien, accepter une solution à deux États, c'est garantir la sécurité d'Israël. Je n'ignore rien de l'immense choc, en Israël, du 7 octobre, qui a ravivé la mémoire de la Shoah. Cet État refuge, tout à coup, montrait ses limites. Le mythe d'un État capable de tout sécuriser par des armes sophistiquées s'est effondré. Une seule arme pourra garantir la sécurité du peuple israélien. C'est la justice qui permettra aux deux peuples de vivre ensemble.

La seule solution pour les esprits les plus radicaux comme Benjamin Netanyahu, c'est l'extension du conflit, avec le rêve d'une guerre totale. On voit bien comment Israël pourrait, si le conflit s'étend, solliciter l'aide américaine. Les Israéliens ne peuvent pas seuls détruire le Hezbollah et s'en prendre à l'Iran, avec une vraie menace sur le plan

nucléaire. Le schéma de Benjamin Netanyahu, c'est la politique du pire. Au contraire, la réponse, dans le cadre de la solution à deux États, réside dans une administration pour tous les territoires occupés : Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem. Une administration qui pourrait prendre en main ces territoires le plus tôt possible, sous l'égide internationale, avec une Autorité palestinienne renouvelée, légitime et crédible, avec une force internationale d'interposition. Un tel scénario exige des interlocuteurs prêts à avancer, du côté israélien comme du côté palestinien. Il implique un réengagement de la communauté internationale en faveur de la justice et de la paix. Liquidier le Hamas, ce n'est pas liquider les Palestiniens, ni la question palestinienne. Jamais la question palestinienne n'a été aussi prégnante, incontournable, nécessaire à la création

d'un nouvel ordre mondial. Si la communauté internationale veut éviter le spectre d'une guerre globale, mondialisée, elle doit offrir un avenir aux peuples, changer la perspective du monde.

Toute voix critique du gouvernement israélien s'expose à l'infamante accusation d'antisémitisme. Vous-même avez été la cible

de tels procédés. Comment l'avez-vous vécu ?

Toute instrumentalisation de l'antisémitisme nuit à la lutte indispensable contre l'antisémitisme. Nous sommes dans un monde où les réseaux sociaux, les chaînes d'information en continu ne cessent de polariser les jugements et les opinions publiques. Cette logique de

« L'Europe doit comprendre qu'elle a des intérêts communs avec le Sud global. »

clivage est permanente. Nous devons donc nous méfier de l'instrumentalisation de nos paroles. Mais ceux qui lancent ces accusations refusent en fait le débat. Je suis prêt à parler avec tout le monde. Et cette liberté fait peur à ceux qui refusent le dialogue et veulent le clore avec des étiquettes : « antisémite », « anti-israélien », « antisioniste ». Non ! Nous devons prendre le risque du débat. Un devoir s'impose quand on fait de la politique : assumer ses convictions.

La France a choisi elle aussi, au Sahel, la voie de la « guerre contre le terrorisme »...

Derrière cette guerre contre le terrorisme, et souvent derrière l'emploi de la force, il y a, sous-jacente, cette pensée magique du changement de régime qui réglerait tout. La politique du changement de régime, défendue par les néoconservateurs américains, s'est déployée en Irak, en Libye, en Syrie. Avec pour résultat le chaos que l'on sait. Elle est encore omniprésente sur la scène internationale, face à l'Iran, face à la Russie. Je crois au contraire que l'ordre international tel qu'il a été défini en 1945 et tel qu'il devra être refondé implique l'acceptation du principe de non-ingérence, qui n'est pas synonyme de désintérêt pour les droits de l'homme. Toute leçon donnée aux autres doit commencer par soi-même. Regardez ce qui s'est passé le 6 janvier 2021 avec l'invasion du Capitole à Washington. Est-ce l'image d'une grande démocratie ? La confusion idéologique conduit les démocraties occidentales à s'égarer dans la surenchère. Or il n'y a pas d'issue dans la surenchère.

Qu'est-ce qui distingue le spectre de la « guerre globale », contre laquelle vous mettez en garde, des conflits mondiaux du XX^e siècle ?

Le spectre de la guerre globale est présent dans beaucoup de nos discours, y compris parfois dans la politique des sanctions. Les deux tiers de l'humanité ne suivent pas nos politiques de sanction. Les Brics, eux, se posent la question de vivre sans ce dernier tiers, en commerçant par le biais d'échanges qui ne passeraient pas par le dollar, par les marchés internationaux. C'est la construction d'un monde parallèle qui peu à peu va nous isoler. Tout cela change les mentalités du monde. Et si la France veut rester capable de parler au Brésil, à l'Afrique du Sud, à l'Algérie, à l'Indonésie, nous devons construire un langage commun hors de la confrontation entre les États-Unis et la Chine. C'est aussi la question posée à l'Otan : doit-elle se projeter vers l'Asie pour contenir l'influence chinoise ? Cette logique d'élargissement des conflits, de guerre totale, nous menace. Au contraire, l'Europe doit préserver son indépendance, son autonomie stratégique. Elle doit construire son identité et sa souveraineté dans un grand partenariat avec le Sud global. L'avenir est là.

Le président Biden se dit « déterminé à mettre l'Ukraine dans la meilleure position possible pour l'emporter ». Comment initier un processus diplomatique conduisant à la désescalade ?

Ce conflit a déjà fait 300 000 victimes, on voit bien qu'il ne mène nulle part. Comment faire en sorte que la Russie ait intérêt à ne pas aller plus loin, à transiger ? C'est la question stratégique aujourd'hui sur la table. Nous devons être capables de dire là où peut se nouer une paix raisonnable. C'est compliqué, avec l'enjeu territorial au Donbass et en Crimée. Mais la question du statut de l'Ukraine, de sa neutralité, se pose aussi, comme celle des garanties de sécurité.

Redoutez-vous le retour de Donald Trump ?

Donald Trump prétend qu'il va faire la paix en Ukraine en 24 heures. Ça paraît peu raisonnable. Il a sans doute son

idée sur Gaza ; elle ne passe sans doute pas par la création d'un État palestinien. Mais cela peut produire un réveil. Les Européens finiront peut-être par comprendre que les États-Unis, quoi qu'il arrive, privilégieront, comme ils l'ont fait avec Barack Obama, une continuité historique et diplomatique qui ne va pas dans le sens de l'Europe. L'obsession des États-Unis, c'est l'Asie-Pacifique, avec l'objectif d'empêcher la Chine de devenir la première puissance mondiale. Ce n'est pas l'enjeu pour l'Europe. Nous n'avons pas partie liée avec les États-Unis sur l'ensemble de leur vision stratégique mondiale. L'Europe doit comprendre qu'elle a des intérêts communs avec le Sud global. Il faut être capable de mettre les pieds dans le plat.

Mario Draghi, l'ancien gouverneur de la BCE, fait justement le constat d'un décrochage économique de l'Europe.

Il préconise un grand plan européen d'investissement.

Michel Barnier, lui, a pour mission de conduire en France un plan d'austérité sans précédent.

Quelles peuvent en être les conséquences économiques, sociales, politiques ?

L'austérité est toujours un renoncement. On peut choisir le sérieux budgétaire face à la dette tout en restant exigeant sur la nécessité de préserver la croissance. Nous avons besoin, comme les Américains et comme les Chinois, de relancer nos économies dans un moment où la différenciation se fait dans la grande bataille numérique, technologique. Cela exige des sommes colossales. Mario Draghi parle de 800 milliards d'euros par an. C'est un immense effort, les États-Unis l'ont fait. Il faut être capable de cette audace. Le drame de la France, c'est que la start-up nation s'est faite à périmètre constant. Le résultat, c'est que nous sommes aujourd'hui dans un pays étrié, qui rapetisse, ne pense pas, un pays égoïste. L'avenir, c'est au contraire la capacité d'offrir à chacun une perspective. Et cela suppose de renier la politique du rabot.

La dissolution de l'Assemblée nationale a ouvert une crise inédite sous la V^e République. Peut-elle se muer en crise de régime ?

Je ne suis pas forcément le mieux placé pour parler de dissolution... Mais je me permets de dire quand même que cette dernière dissolution n'a rien à voir avec la précédente. Là, j'avoue qu'on a un maître à dynamite. Se couper de l'exigence démocratique, c'est courir le risque d'une crise de régime. Je l'ai dit dès le lendemain des législatives : il fallait faire les choses dans l'ordre, en respectant les Français. Une force est arrivée en tête, il fallait lui donner sa chance. Est-ce que cela aurait duré ? Est-ce que le Nouveau Front populaire (NFP) aurait eu l'audace d'étendre ses lignes pour constituer un gouvernement qui puisse avoir une majorité ? Ce n'était pas au pré-

sident de la République d'y répondre à la place du NFP. Nous sommes dans une situation très singulière : c'est le parti arrivé en dernier qui forme le gouvernement. Reconnaissez quand même un mérite à ce choix : il donne raison à la parole évangélique. « Les premiers seront les derniers et les derniers seront les premiers ! » Michel Barnier est un homme d'expérience, de dialogue, il l'a prouvé à Bruxelles. Bruxelles n'est pas le Parlement français. Je lui souhaite bon courage, avec le RN aux aguets. Mais il ne faut pas désespérer de la démocratie : nous avons d'autres options. L'expérience d'un gouvernement de front républicain mériterait peut-être d'être tentée. Vous avez devant vous un gaulliste : j'ai la mémoire de 1944. Un gouvernement d'union nationale, en cas de crise majeure, pourrait être une réponse. Ce que je souhaite, c'est que personne ne joue la politique du pire. Parce que le pire, nous savons tous où cela conduit. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR SÉBASTIEN CRÉPEL,
VADIM KAMENKA ET ROSA MOUSSAOU

« C'est l'humanité qu'on assassine à Gaza »

Professeure à l'université al-Aqsa, Falestine Rusrus a raconté l'horreur de la vie dans l'enclave palestinienne et la destruction du système scolaire.

Son cri de désespoir a déchiré la Fête de l'Humanité. De sa voix tremblante, au bord des larmes, Falestine Rusrus, directrice du département de français à l'université al-Aqsa de Gaza, est venue témoigner de l'enfer qu'elle a vécu. « J'habite dans le nord de la bande de Gaza. Ils m'ont obligée à me déplacer vers le Sud, juste pour chercher un peu de sécurité pour mes enfants. On ne savait pas où aller. On se déplaçait d'un endroit à l'autre juste pour trouver un lieu sûr. Et puis on est restés sans rien manger, sans eau potable. On a attendu l'aide humanitaire dans les écoles. On faisait des queues, de longues queues, juste pour avoir un litre d'eau potable par semaine, pour six personnes. C'est ça qu'on vit à Gaza », a-t-elle raconté à l'espace débats du Village du monde.

Au-delà de son cas personnel, Falestine Rusrus a rappelé que « des enfants sont restés sous les décombres sans même qu'on ait pu les enterrer. Des familles entières sont mortes assassinées. "Assassinées", j'insiste sur le mot. Quand on te dit que tu peux aller dans un endroit pour y être en sécurité, mais qu'une fois que tu arrives, on te bombarde, ça n'est pas une guerre, c'est un crime, un génocide. Les responsables israéliens de ces crimes de guerre doivent payer. C'est l'humanité qu'on assassine à Gaza. »

UNE RENTRÉE SOUS LES DÉCOMBRES

L'enseignante qu'elle a été est aussi venue rappeler l'écroulement du système éducatif. « Je suis professeure de français depuis 2006. Pendant toutes ces années, j'ai toujours essayé, avec les générations successives de Palestiniens, de planter de l'espoir, de la liberté. Je leur ai dit : "Parler en français, c'est pour parler de vous-même, pour vous exprimer, pour voyager, pour aller voir le monde, pour vivre." C'est ça, le sens. Mais maintenant, il n'y a plus d'université à Gaza. Tout le système éducatif est complètement détruit. Il n'y a plus d'école, plus de jardin d'enfants. Il n'y a plus rien du tout. Et pourtant, si vous regardez sur les réseaux sociaux, vous y verrez la détermination du peuple palestinien, dont les enfants ont fait leur rentrée scolaire sous les décombres des maisons... »

Le courage, la résilience des Palestiniens ont transparu tout au long du témoignage de Falestine Rusrus. « On nous dit : "Partez, vous n'avez pas le droit d'être là !" Mais c'est notre pays, notre terre. Les Palestiniens ont vraiment du mérite. Après une histoire d'occupation longue de plus de soixante-seize ans, on insiste toujours sur le droit à la liberté, le droit du peuple. Je ne sais pas quelle génération verra ce jour où la Palestine fêtera son indépendance et sa liberté. J'aimerais bien que mes enfants voient ce jour-là. » ■

CAMILLE BAUER

« Vivre sans espoir, c'est cesser de vivre. »

Fiodor Dostoïevski

LA FEMME DU JOUR



Chhim Sithar

Enfin libre. Chhim Sithar, syndicaliste cambodgienne, est sortie de prison ce lundi, après deux années derrière les barreaux. Elle avait été arrêtée en janvier 2022, lorsqu'elle manifestait devant NagaWorld, un casino de Phnom Penh, qui refusait de réemployer ses salariés après le Covid. L'établissement avait licencié 373 personnes en 2021. Un tribunal de la capitale avait ensuite condamné la militante pour « incitation à commettre un crime », en compagnie de 8 camarades, sortis depuis plusieurs semaines. « Après bientôt trois ans, nos travailleurs n'ont toujours pas obtenu justice, donc notre lutte continue », a prévenu Chhim Sithar, dès sa sortie de prison. Hyper-répressif envers les syndicats, le pouvoir ne tolère pas que l'on touche à ses casinos, très prisés des touristes chinois... Et interdits aux Cambodgiens. ■

AXEL NODINOT

LE FIL ROUGE

Paris (10^e) La présentation du livre *le Plan Condor en procès. Répression sans frontières et crimes contre l'humanité en Amérique du Sud*, de Francesca Lessa, se tiendra mercredi 18 septembre, à 18 h 30, au siège national de l'union syndicale Solidaires, en présence de l'autrice. Au 31, rue de la Grange-aux-Belles (métro « Colonel-Fabien »).

BONNET D'ÂNE

En Bolivie, gauche contre gauche

La gauche bolivienne se déchire de plus belle. Dimanche, le président Luis Arce a accusé l'ex-dirigeant Evo Morales de préparer un coup d'État en appelant à des manifestations et à des blocages de la circulation, officiellement pour protester contre les pénuries de carburant.

L'œil de Babouse

ATTENTATS DÉJOUÉS PENDANT LES JO



BABOUSE

LA BONNE NOUVELLE Cancer de l'utérus : les promesses de l'immunothérapie

● L'immunothérapie – qui consiste à stimuler les défenses immunitaires du malade pour lutter contre les tumeurs – permettrait de perfectionner le traitement habituel (chimiothérapie et radiothérapie) contre le cancer du col de l'utérus, au point d'améliorer de 8 % l'espérance de vie des malades. C'est l'annonce qui a été faite ce week-end à Barcelone, lors du congrès annuel de la Société européenne d'oncologie médicale (Esmo), auquel participent jusqu'à ce mardi 25 000 cancérologues, parmi lesquels

les plus grands spécialistes internationaux. Avec ce nouveau traitement, c'est la vie de centaines de patientes en France qui pourrait être positivement impactée. Sur les 3 000 nouveaux cas détectés chaque année, 850 femmes souffrent d'un cancer localement avancé du col de l'utérus. Alors que ce traitement n'est pour l'instant pas remboursé par la Sécurité sociale, Benoît You, oncologue aux Hospices civils de Lyon, qui a supervisé cette étude, souhaite qu'il soit bientôt généralisé. ■

LUIS REYGADA

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Justice Le procès des viols de Mazan a été une nouvelle fois suspendu, ce lundi, jusqu'à mardi, en raison de l'état de santé du principal accusé, Dominique Pélicot. Une expertise médico-légale devait être réalisée, lundi. La cour décidera, ce 17 septembre, du renvoi ou non de ce procès emblématique des violences sexuelles et des ravages de la soumission chimique.

Attentats Après avoir passé sept années au Yémen dans les rangs d'al-Qaïda, Peter Cherif est jugé pour « association de malfaiteurs terroriste ». Il lui est reproché son implication dans la gestion de trois otages français kidnappés en 2011 et un possible rôle dans le recrutement de son ami d'enfance, Chérif Kouachi, un des assaillants de *Charlie Hebdo* en janvier 2015.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Reflet

● On ne tire pas sur les ambulances, sauf à Gaza mais sur les camions poubelles on peut, de temps en temps. Samuel Fitoussi est un chroniqueur vibrionnant du *Figaro* qui s'est forgé un semblant de style en caricaturant à l'excès les positions politiques ou morales qu'il prête lui-même à ceux qu'il critique. Lundi, ce sont les mesures d'ouverture à gauche que pourrait prendre, selon lui, le gouvernement Barnier qu'il déclinait. Ce qui donnait ceci : « Patrick Boucheron, historien engagé en faveur du NFP, sera reconduit pour la cérémonie d'ouverture des JO de 2030, mais devra la coécrire avec Philippe de Villiers (dans un souci d'équité idéologique, les femmes à barbe devront défiler aux côtés de femmes au foyer lisant la Bible). » Ou cela : « Nous protégerons la biodiversité. Le dernier juif de Seine-Saint-Denis sera déclaré espèce protégée. » Le philosophe Vladimir Jankélévitch écrivait : « À vouloir embrasser tous les possibles, l'ironie n'embrassera que des fantômes. » Le chroniqueur ne fait qu'embrasser son reflet. Poubelle. ■

! C'EST UN SCANDALE

L'Unrwa à court d'argent

C'est une planche de salut pour 2 millions de Palestiniens dans la bande de Gaza, déchirée par l'acharnement meurtrier de Benyamin Netanyahu. Depuis plusieurs mois dans le viseur des autorités israéliennes, l'Unrwa doit compter sur un nombre croissant de dons privés pour accomplir ses missions. L'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens a en effet perdu 450 millions de dollars lorsque 16 pays donateurs ont suspendu leur financement à la suite d'accusations de Tel-Aviv, en janvier, selon lesquelles une douzaine de ses employés auraient été impliqués dans les attaques du Hamas, le 7 octobre 2023. Des allégations qu'« aucune preuve tangible ne vient étayer », avait conclu une enquête indépendante diligentée à la demande de l'ONU. Depuis, tous les donateurs ont repris leur financement... à l'exception des États-Unis.

Ruffin-Mélenchon : un divorce et un débat de fond

STRATÉGIE Au-delà des invectives et des petites phrases échangées entre eux, cette joute ouvre un questionnement pour l'ensemble de la gauche. Doit-elle concentrer ses forces sur un électorat bien précis et acquis ou élargir sa cible ?



Pour François Ruffin, « gagner en Picardie comme en Seine-Saint-Denis, ce n'est jamais perdre son temps ».

Terminé le temps des salamalecs. Entre Jean-Luc Mélenchon, fondateur de la France insoumise, et François Ruffin, député Picardie debout! (et ex-FI) de la Somme, l'heure est plutôt aux clés de bras, à l'affrontement stratégique. « Il faut mobiliser la jeunesse et les quartiers populaires! » a lancé le premier lors de la manifestation du 7 septembre. Tout le reste, laissez tomber, on perd notre temps. Là, se trouve la masse des gens qui ont intérêt à une politique de gauche. » Une position qui n'est pas née à cette occasion. En novembre 2023, lors d'un colloque de l'Institut La Boétie, le fondateur de la FI déclarait : « Le gros de la troupe, qui va nous faire gagner, ce sont les quartiers populaires où on vote pour nous à 80 % au premier tour, mais où 30 % seulement vont voter. Si nous montons à un niveau égal à celui de la participation du reste de la société, nous avons gagné. » Une ligne que François Ruffin déplore, au point de signaler son « désaccord moral et électoral profond ». « Le choix de Jean-Luc Mélenchon est suicidaire, il ne nous permet pas d'être majoritaires, c'est un choix de l'abandon et de la défaite. Gagner en Picardie comme en Seine-Saint-Denis, ce n'est jamais perdre son temps! » a-t-il clamé à l'Agora de la Fête de l'Humanité, samedi, lors d'une discussion vive mais constructive sur la question.

« Le gros de la troupe, qui va nous faire gagner, ce sont les quartiers populaires où on vote pour nous à 80 % au premier tour. »

JEAN-LUC MÉLENCHON,
FONDATEUR DE LA FI

Au sujet de ces débats, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, observe que « la classe ouvrière existe autant dans les campagnes que dans les banlieues. La gauche doit s'adresser aux classes populaires, à une partie de la France qui s'en détourne. La question du travail doit être centrale et nous permettre de rassembler tous les Français ». Comment ? En créant des ponts à partir de problématiques communes, selon lui : « Les déserts médicaux sont partout. Quand la classe des riches mène une guerre sociale, c'est contre les classes populaires. »

En effet, la France rurale n'est plus uniquement paysanne depuis longtemps. Désormais, les classes populaires, garnies d'ouvriers, sont nombreuses dans deux espaces : les banlieues des métropoles, mais aussi dans la ruralité. Comme le décrit le sociologue Julian Misché dans ses travaux, plus on s'éloigne du cœur des agglomérations, plus la part des

ouvriers dans la population augmente. Si elle est de 14 % dans l'agglomération parisienne et de 22 % dans les autres métropoles, elle dépasse 25 % dans le périurbain et 30 % dans les zones rurales... Si les deux espaces, quartiers et campagnes, s'abstiennent massivement, reste une différence majeure : les premiers votent à gauche, les seconds à l'extrême droite.

« NOUS SOMMES DANS UNE COALITION OÙ CHACUN ESSAYE D'APPORTER SA PIERRE À LA RÉUSSITE DU NFP »

À la ligne de Roussel et Ruffin, Manuel Bompard, coordinateur de la FI, répond : « J'assume de dire que nos efforts doivent se poursuivre contre l'abstention chez les jeunes et dans les quartiers populaires. » Et si certains pensent qu'il faut « prioritairement » aller chercher d'autres électeurs, « qu'ils le fassent » ! « Nous sommes dans une coalition où chacun essaye d'apporter sa pierre à la réussite du NFP », indique-t-il, tout en soulignant que les jeunes et les plus pauvres n'habitent pas que dans les grandes villes. Reste que, dans son livre *Itinéraire, ma France en entier, pas à moitié*, François Ruffin accuse Jean-Luc Mélenchon d'être devenu « un épouvantail à électeurs » en dehors des banlieues. Donc de pénaliser la gauche.

Raphaël Arnault, député FI du Vaucluse, refuse, lui, « d'aller convaincre des racistes », mais appelle à « obtenir des victoires sociales », notamment avec les associations antiracistes, pour changer la donne. À la différence de Jean-Luc Mélenchon samedi, qui, se penchant sur le fort taux de vote RN dans les zones rurales, a déclaré : « C'est une erreur de penser que l'on peut voter facho alors qu'on est juste fâché. Et ne croyez pas ceux qui disent qu'il suffit de dire à quelqu'un "viens, on va se battre pour de meilleurs salaires, un meilleur service de santé, pour l'école" pour qu'il dise aussitôt "ah, je ne suis plus raciste" ». Les mouvements sociaux sont pourtant, de façon historique, des vecteurs de conscientisation de classe : il est faux de dire que la lutte n'apprend rien.

La gauche doit-elle donc renoncer à tenter de convaincre l'électorat populaire et rural du RN ? D'autant que, selon le sociologue Félicien Faury, celui-ci se « solidifie progressivement » à mesure qu'il se « normalise »... « Dans les quartiers comme dans les villages, il y a un sentiment d'impuissance, de relégation, un besoin d'être considéré comme les autres, une disparition des services publics qui construit l'isolement, mais aussi une identité de soi de moins en moins positive, observe Marie Pochon, députée Les Écologistes de la Drôme. S'investir pour créer des ponts, ce n'est pas abandonner la radicalité d'un projet antiraciste, écologiste, social et égalitaire, c'est tout le contraire. » Le débat est ouvert. ■

ANTHONY CORTES

Les députés débattront-ils de la destitution du président ?

CONSTITUTION Le bureau de l'Assemblée doit se prononcer, ce mardi, sur la recevabilité d'une procédure de destitution du chef de l'État pour non-respect du résultat du scrutin. Le Nouveau Front populaire est majoritaire dans cette instance, mais le PS n'y est pas favorable.

Jamais, dans l'histoire de la V^e République, des députés n'ont eu à débattre de la potentielle destitution d'un président. Ce mardi, pourtant, dans un contexte de crise démocratique inédite à la suite de la nomination de Michel Barnier, le bureau de l'Assemblée nationale se réunit pour discuter de la recevabilité d'une résolution de destitution, déposée par les 72 députés du groupe France insoumise, avec l'appui de 6 députés écologistes et 3 députés réunionnais du groupe GDR, sur la base de l'article 68 de la Constitution. Une proposition qui se veut une « réponse au coup de force démocratique de Macron », cadre la présidente des députés FI, Mathilde Panot.

Concrètement, si le bureau donne son feu vert, l'opportunité de réunir le Parlement en Haute Cour pour juger le chef de l'État sera discutée en commission des Lois, puis dans l'Hémicycle. « Ce serait une grande première !, relève le constitutionnaliste Benjamin Morel. L'article 68 mentionne un "manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de ses fonctions" depuis la révision de 2008, justement pour laisser aux parlementaires la libre appréciation du manquement. »

Au bureau de l'Assemblée, le Nouveau Front populaire (NFP) est majoritaire, avec 12 sièges sur 22. Le vote NFP suffirait donc à rendre la résolution recevable. Avec un hic : les socialistes, qui occupent 3 sièges, n'y sont pas favorables. Le groupe PS devait se réunir, lundi, pour trancher la question mais, samedi, à la Fête de l'Humanité, leur chef de file, Boris Vallaud, faisait

« Le Parlement doit pouvoir tirer des conclusions sur la conduite du pouvoir de Macron. »

CYRIELLE CHATELAIN,
DÉPUTÉE ÉCOLOGISTE

part de son refus : « Nous avons un désaccord stratégique avec les insoumis et ils le savent. J'en ai ras le bol de l'obsession présidentielle, cela nous empêche de travailler et de nous unir. Il y a déjà la motion de censure contre Michel Barnier, qui nous permettra de lui dire ce que nous pensons de sa pratique du pouvoir et du rôle du Parlement. »

Jean-Luc Mélenchon, également depuis la Fête de l'Humanité, a

tenté de convaincre les autres forces du NFP : « Nous ne vous demandons pas d'être d'accord mais de laisser transmettre (le texte) à la commission des Lois. » Ce que feront les élus écologistes, comme l'a annoncé leur présidente, Cyrielle Chatelain : « La destitution n'est pas dans l'ADN des Écologistes, car c'est faire croire à une sorte de baguette magique : si on changeait Emmanuel Macron, on aurait résolu les problèmes. En revanche, oui, il y a un sujet Macron. Le Parlement doit pouvoir, par le dialogue, tirer des conclusions sur sa conduite du pouvoir. » Idem pour les communistes : les 2 députés GDR du bureau voteront pour la recevabilité, « pour que le débat ait lieu ».

Les chances d'aboutir d'une telle procédure, même si elle passait cette première étape, sont quasiment nulles : pour que la Haute Cour se réunisse, il faut que l'Assemblée et le Sénat votent la résolution à la majorité des deux tiers (donc avec l'appui de la droite, inenvisageable). Puis, pour qu'Emmanuel Macron soit destitué, que la Haute Cour se prononce contre lui, encore une fois à la majorité des deux tiers. Reste, toutefois, la force du symbole, qui marquerait la gravité du moment. ■

CYPRIEN CADDEO

Alors que nous manquons de médecins, rien n'est fait pour faciliter la tâche des nombreux bacheliers

qui souhaitent entamer des études dans les métiers de la santé. Non seulement, ils sont soumis à une sélection drastique au niveau de Parcoursup, mais ils sont confrontés à la multiplication de concours au cours de leur cursus dont les frais inhérents à leur préparation ont fait exploser le coût des études. Alors que nombreux sont ceux qui parlent de la quasi-gratuité des études universitaires en France, la réalité est tout autre du fait des carences de l'encadrement et du suivi des étudiants aggravées par les coupes budgétaires opérées par les derniers gouvernements dans le budget des universités.

Ainsi, la plupart des étudiants sont poussés à s'inscrire dans des officines de préparation au concours de fin de première année dont le coût moyen dépasse les 5 000 euros et atteint presque 7 000 euros à Paris. À cela s'ajoute la proposition, pour les lycéens, de cours de préparation à la première année d'études de santé pour 2 000 euros en première, puis 3 000 euros en terminale. Il existe même des préparations dites « année zéro », entre le lycée et

LA CHRONIQUE SANTÉ DE CHRISTOPHE PRUDHOMME



ALBERT FACELLY

Très chères études

l'université, qui peuvent monter à 10 000 euros. Bref, quand vous ajoutez les dépenses de la vie quotidienne, le coût de la première année dépasse les 20 000 euros. Mais il faut savoir que cela ne s'arrête pas à la première année et que cela se reproduit pour l'examen classant de fin de sixième année pour le choix des spécialités. À partir de la quatrième année, s'organise de nouveau un bachotage obligeant encore à un passage dans des prépas privées pour des coûts similaires. Cette situation rend impossible

de pouvoir exercer un emploi étudiant pendant ses études, ce qui a pour conséquence que de nombreux jeunes, pourtant très motivés par les études de santé, y renoncent car leurs parents ne pourront les financer et que la perspective d'un prêt étudiant en effraie légitimement beaucoup. **La première conséquence de cette situation est un allongement des études, qui ont déjà été portées à dix ans** sans amélioration réelle de la qualité des médecins formés car la focalisation sur la préparation des concours leur fait souvent négliger leurs stages pratiques, élément essentiel de la formation. Mais le plus grave est une sélection sociale par l'argent qui aboutit à une surreprésentation des enfants issus des catégories sociales supérieures originaires des métropoles chez les futurs médecins, ce qui a notamment pour conséquence une forte réticence à aller ensuite travailler ailleurs que dans ces métropoles. Cela constitue une des causes de la progression des déserts médicaux et d'une orientation vers les spécialités les moins contraignantes et les plus rémunératrices, au détriment notamment de la médecine générale. Il y a donc urgence à une réforme des études de médecine qui s'attaque à ces problèmes. ■



Le 15 septembre, les gendarmes tractent, sur la plage d'Ambleteuse (Pas-de-Calais), l'esquif qui a coulé dans la nuit.

La liste des exilés décédés dans la Manche s'allonge

MIGRATION Huit personnes qui tentaient de rejoindre la Grande-Bretagne sont mortes, dans la nuit du 14 au 15 septembre, lors du naufrage de leur embarcation. Pour l'association Utopia 56, ce nouveau drame est la conséquence directe de l'amplification de la répression policière.

En ce second week-end de septembre, à la frontière franco-britannique, l'indignité a, une fois de plus, atteint des sommets, après un nouveau naufrage au niveau d'Ambleteuse (Pas-de-Calais) qui a fait huit victimes. Selon Utopia 56, organisation venant en aide aux exilés, entre 40 et 50 personnes rescapées de l'embarcation ont été interrogées pendant plus de dix heures au commissariat de Coquelles. « Il faut ouvrir les yeux sur le continuum de violences, de manque de considération et de maltraitements dont sont victimes ces exilés », dénonce Charlotte Kwantes, en charge du plaidoyer de l'association. On parle de personnes qui viennent éventuellement de perdre leurs enfants, leurs frères, leurs sœurs, leurs cousins et qui ont certainement eu la peur de leur vie. Des personnes qui n'ont pas dormi, ni mangé depuis plusieurs jours. Et là, on les interroge pendant dix heures avant de les remettre dehors sans aucune solution de mise à l'abri. »

Le drame se serait noué dès le samedi soir. Sur le rivage d'Ambleteuse, des dizaines de personnes attendent, depuis plusieurs jours, l'organisation d'une traversée vers les côtes anglaises. Lorsque le navire arrive aux abords de la plage, un mouvement de foule aurait d'ores et déjà causé la mort, par étouffement et piétinement, de plusieurs exilés. Entre 50 et 60 d'entre eux parviennent finalement à monter à bord. Mais l'esquif ne navigue pas bien loin avant de s'échouer sur un haut-fond. Les secours, mis en difficulté par le peu de profondeur d'eau, ne seraient intervenus que vers 1 h 30 du matin. « D'après les témoignages reçus, les gens n'ont pas

été secourus », déplore Charlotte Kwantes. Ils ont dû regagner la plage à la nage. » Selon le préfet du Pas-de-Calais, Jacques Billant, six autres personnes ont été transportées à l'hôpital « en urgence relative », dont un bébé de 10 mois.

DES TRAVERSÉES PLUS LONGUES, AU DÉPART DE LA BAIE DE SOMME, DU CALVADOS

Depuis début 2024, au moins 46 exilés sont décédés dans la Manche, dont la moitié sur les deux premières semaines de septembre. Pour les associations, ce funeste décompte est la conséquence directe de l'amplification des violences policières subies par les exilés et des destructions d'embarcations. « Les départs se font de manière de plus en plus chaotique, avec des embarcations surchargées », explique la responsable d'Utopia 56. Autre facteur de risque : le rallongement des distances de traversée. Le ministre de l'Intérieur démissionnaire, Gérald Darmanin, le confirmait récemment. Du fait d'une présence policière accrue dans le Pas-de-Calais, on observe des départs de

puis la baie de Somme ou le Calvados. Ce qui multiplie par deux la distance à parcourir entre la France et l'Angleterre.

« On n'a jamais vu autant de moyens de police, de surveillance, de grilles sur le littoral », reprend Charlotte Kwantes. Cela n'a aucune incidence sur le nombre de tentatives de traversée. Cela ne fait que créer de la violence et des risques plus nombreux. » Les associations demandent, au contraire, l'ouverture de voies légales et sécurisées pour les demandeurs d'asile, à la frontière franco-britannique comme ailleurs. ■

ÉMILIE URBACH

Inclusion scolaire : l'étrange satisfecit de la Rue Cambon

ÉDUCATION La Cour des comptes pose un constat sévère sur les conditions de l'accueil des enfants en situation de handicap, mais semble se contenter de la progression quantitative de leur scolarisation.

Avec le ton feutré qui caractérise ses travaux, la Cour des comptes a rendu public, lundi, un rapport sur l'inclusion scolaire qu'on qualifierait volontiers de sévère. Oui, se réjouissent les « sages » de la Rue Cambon, l'éducation nationale s'est transformée pour quasiment tripler le nombre d'enfants en situation de handicap scolarisés : de 155 000 en 2006 à 436 000 en 2022. Pour le reste, c'est moins évident puisqu'« il n'est guère possible de se prononcer sur les performances du modèle français d'inclusion scolaire ».

Le constat n'est guère reluisant : des recommandations des maisons départementales des personnes handicapées « qui n'aboutissent pas toujours » faute de moyens, le « parcours du combattant » des familles, les classes surchargées qui empêchent l'individualisation des enseignements, le manque de supports pédagogiques adaptés, les PIAL (pôles inclusifs d'accompagnement localisés, en charge de gérer le travail des AESH) « qui font l'objet de critiques récurrentes » de la part des professionnels comme des familles, l'accessibilité physique aux établissements qui ne progresse pas assez et devrait faire l'objet d'une programmation en association avec les collectivités... « Les enseignants et les accompagnants d'élèves en situation de handicap estiment ne pas être suffisamment outillés et préparés », écrit la Cour des comptes, que ce soit en termes de formation initiale ou continue, pour faire face à des situations qui, selon eux, dépassent parfois leurs compétences et leurs moyens d'action. » Voilà affirmé que l'État n'a pas donné à l'école les moyens de devenir réellement inclusive et que tout le monde – à commencer par les élèves – en fait les frais.

200 000 JEUNES SANS SCOLARITÉ IDENTIFIÉE

Présidente de l'association Ambition école inclusive, Mireille Battut juge pourtant le travail de la Cour « d'une grande timidité » : l'état des lieux établi, juste et précis, « devrait amener comme conclusion logique que le système scolaire ne s'est pas transformé ». En outre, « l'éléphant dans la pièce est soigneusement évité », avec ce satisfecit sur l'augmentation du nombre d'élèves en situation de handicap accueillis, qui passe sous silence le nombre de ceux qui ne le sont pas. Pourtant, souligne-t-elle, les données du rapport « confirment notre estimation de 200 000 enfants en situation de handicap sans scolarité identifiée ». Autre point aveugle : la participation insignifiante de l'enseignement privé sous contrat, alors qu'il est financé aux trois quarts par de l'argent public, comme le relevait, en juin 2023... la Cour des comptes. ■

OLIVIER CHARTRAIN

EN LUTTE



LES AUDI MANIFESTENT

À Bruxelles, une manifestation a réuni, lundi, des milliers de personnes, en soutien aux travailleurs d'Audi, sous la menace de la fermeture de leur usine en Belgique, qui emploie 3 000 salariés, et pour exiger de l'UE une protection.

MENUISERIE À L'ARRÊT

Ce lundi, plus de 90 % des salariés de la menuiserie PVC de Chambley (Meurthe-et-Moselle) se sont mis en grève à l'appel des syndicats, qui ne considèrent pas les négociations du PSE à la hauteur, alors qu'une cinquantaine d'emplois sont sur la sellette.

GRÈVE À PARIS DAUPHINE

Les salariés de l'entreprise sous-traitante de nettoyage OMS à l'université Paris Dauphine sont mobilisés contre 10 licenciements qu'ils jugent abusifs. Après une grève et un blocage filtrant, la semaine dernière, un rassemblement a eu lieu lundi.

Fiscalité sur l'héritage, un tabou très coûteux

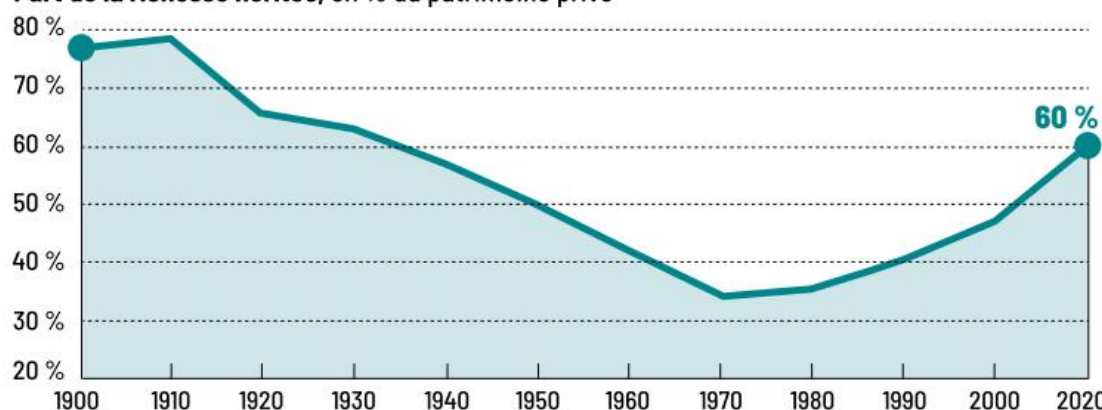
INÉGALITÉS Cet impôt reste impopulaire alors que trois quarts des Français ne le paient pas. Oxfam lance une campagne pour changer les esprits sur cet outil essentiel de redistribution.

Chaque année, à l'approche de l'été, les *Échos Patrimoine* et le Conservateur (une entreprise spécialisée dans la gestion des fortunes) nous servent le même sondage, assurant que « les Français sont toujours résolument hostiles aux droits de succession ». En juin dernier encore, 74 % des Français les estimaient trop élevés. Ce chiffre est repris partout, faisant de la fiscalité sur l'héritage l'impôt le plus impopulaire du pays. « Mais c'est une manière de piéger et de verrouiller le débat public, il n'y a qu'à voir les intérêts de ceux qui ont commandé le sondage », rétorque Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam France. Pour preuve, l'ONG, qui sort ce mardi un rapport sur la question, a commandé un autre sondage qui permet d'inverser la tendance : 60 % des Français se montrent favorables à une taxation plus forte des héritages les plus élevés – il suffisait de poser la question autrement.

Mais la droite, et l'extrême droite en particulier, qui défend avec constance l'abolition de toute fiscalité sur la succession, s'est saisie avec opportunisme de l'impopularité de la question. « Ils osent même parler d'impôt sur la mort, déplore Vincent Drezet, fiscaliste et porte-parole d'Attac. Ils profitent du fait qu'on ne connaisse globalement pas le sujet jusqu'à ce qu'on soit directement concerné. » En effet, 75 à 80 % des héritages ne sont pas taxés du tout. Une proportion stable depuis une vingtaine d'années. Pourtant,

LE RETOUR DE LA FRANCE DES HÉRITIERS

Part de la richesse héritée, en % du patrimoine privé

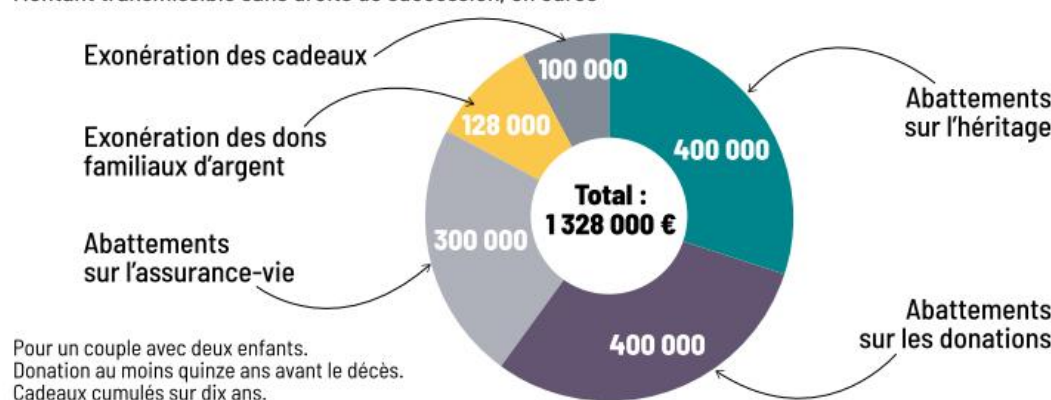


7 des 9 Français-es devenu-es milliardaires en 2024 sont des super-héritier-es

10 %
C'est le taux effectif moyen d'imposition que paient les 0,1 % des super-héritier-es

Comment transmettre un million d'euros à ses enfants sans payer d'impôts ?

Montant transmissible sans droits de succession, en euros



Pour un couple avec deux enfants. Donation au moins quinze ans avant le décès. Cadeaux cumulés sur dix ans.

SOURCES : OBSERVATOIRE DES INÉGALITÉS, BANQUE DE FRANCE, OXFAM, CONSEIL D'ANALYSE ÉCONOMIQUE

460 milliards d'euros
C'est la fortune totale que les 25 milliardaires français de plus de 70 ans transmettront à leurs héritier-es d'ici à 2050

160 milliards d'euros
C'est ce que l'État pourrait prélever dessus en adoptant une vraie politique fiscale

INFOGRAPHIE L'HUMANITÉ

l'écrasante majorité des Français continue de surestimer le taux d'imposition sur les successions. Il y a une urgence politique à ce que la situation change. « Tout le débat public autour du projet de loi de finances à venir tourne autour des coups de rabot sur les services publics et des économies à réaliser. Avec ce rapport et nos préconisations, nous proposons de nouvelles recettes, indolores pour 98 à 99 % de la population », assure Cécile Duflot. Quand 9 Français sur 10 touchent au maximum 100 000 euros d'héritage, 1 sur 1 000 hérite de 13 millions. Et grâce aux multiples niches fiscales dont ils bénéficient, le taux d'impôt moyen sur les successions des super riches est de 10 % seulement, alors qu'ils devraient se voir appliquer un taux marginal de 45 %, au-delà de 1,8 million d'euros hérités. Adeptes des chiffres chocs, Oxfam a calculé que, ces prochaines années, l'optimisation fiscale de l'héritage des milliardaires français

qui ont plus de 70 ans ferait perdre 160 milliards d'euros aux caisses de l'État. Ceux-ci ne sont que 25, mais ils vont transmettre plus de 460 milliards d'euros de patrimoine à leurs héritiers. Théoriquement, si l'on appliquait un taux de prélèvement maximal à 45 %, plus de 200 milliards de revenu fiscal reviendraient aux caisses publiques. De quoi remédier au déficit budgétaire. Mais comme, en moyenne, les successions les plus riches ne sont imposées qu'à 10 %, les finances publiques ne devraient même pas récupérer 50 milliards...

NICHES FISCALES PROBLÉMATIQUES

Deux niches fiscales sont particulièrement nocives pour les recettes de l'État. L'assurance-vie, le produit d'épargne très apprécié, permet de transmettre 152 000 euros nets d'impôts lors d'une succession et de payer un taux



17 septembre L'Unac (syndicat de personnels navigants) d'EasyJet appelle à la grève nationale à partir de ce mardi.
19 septembre L'intersyndicale de la

protection judiciaire de la jeunesse se mobilise contre le non-renouvellement de contrats et pour un service public de qualité.
26 septembre Rassemblement à midi devant le ministère des

Transports, à l'appel de la CGT cheminots.
28 septembre Le collectif « Avortement en Europe, les femmes décident » invite à manifester à l'occasion de la Journée

internationale pour le droit à l'avortement.
1^{er} octobre Journée pour les retraites, les salaires, l'égalité femmes-hommes et les services publics. Mobilisation interprofessionnelle.

réduit sur le reste. Dans son rapport « Repenser l'héritage », paru fin 2021, le Conseil d'analyse économique estimait que cet abattement représentait un manque à gagner de 4 à 5 milliards d'euros par an pour l'État. Le pacte Dutreil permet aussi de transmettre son entreprise, comme ses actions (y compris des titres boursiers détenus partout dans le monde), avec un abattement fiscal de 75 %, et ce, sans plafond. « À l'origine, cette disposition était prévue pour permettre la continuité de l'activité. Mais ce qui peut se comprendre pour la transmission d'une boulangerie à ses enfants ne peut pas être mis sur le même plan pour des actions LVMH », explique Layla Abdelké Yakoub, autrice du rapport d'Oxfam ; 40 % du montant total transmis via ce pacte Dutreil concernent des successions de plus de 60 millions d'euros... L'absence de plafonnement de la mesure apparaît d'autant moins justifiable. « Les plus riches sont obsédés par l'idée de transmettre leur patrimoine », remarque Vincent Drezet. Et quand les dispositions française ne suffisent pas, ceux-ci vont voir l'offre des pays voisins. « La Belgique était un temps très à la mode, puisqu'il y a une exonération d'impôt sur la transmission des actifs professionnels, poursuit le porte-parole d'Attac. Mais, ces dernières années, le Portugal promet aux retraités français qui y ont acheté de l'immobilier et qui y résident depuis dix ans un taux imposable d'imposition à zéro pour cent sur leur succession. »

URGENCE DÉMOGRAPHIQUE ET POLITIQUE

Ce rapport d'Oxfam répond à une urgence démographique tout autant que politique. La part de la fortune héritée dans le patrimoine des Français est désormais de 60 % (c'était 35 % en 1970) et cette tendance devrait s'aggraver, car les baby-boomers ont accumulé 20 % de patrimoine de plus que les générations précédentes. On le voit déjà chez les ultra-riches : 7 des 9 Français devenus milliardaires en 2024 sont des héritiers de grandes familles, des dynasties Dassault, Rocher et Louboutin en l'occurrence. Et la moitié des milliardaires du pays ont désormais plus de 70 ans. Plus que jamais et si la fiscalité ne bouge pas, la France va devenir une société d'héritiers. Ce constat fait consensus puisque le premier à avoir lancé l'alerte est le Conseil d'analyse économique, rattaché à Matignon.

La part de la fortune héritée dans le patrimoine des Français est désormais de 60 %.

Dans ses préconisations, Oxfam défend un impôt plus juste et progressif. « Nous voulons rendre la fiscalité sur l'héritage populaire ! » lance ainsi Cécile Duflot. Ce qui implique de mettre fin à des bizarreries comme celle de la faible taxation des successions directes (parents et grands-parents) par rapport aux indirectes (frères et sœurs, oncles et tantes), bien plus imposées. « Ce n'est pas normal d'être proportionnellement plus prélevé lorsqu'on hérite de 15 000 euros de sa tante sans enfant que lorsqu'on reçoit 15 millions de ses parents », tance la directrice d'Oxfam. L'ONG propose aussi de réformer les niches fiscales, d'instaurer un plafond de 2 millions d'euros au pacte Dutreil et de supprimer l'abattement spécifique aux assurances-vie. Se fondant sur les chiffres du Conseil d'analyse économique, Oxfam estime que ces quelques mesures permettraient de récupérer entre 9 et 19 milliards par an, selon l'endroit où l'on place les curseurs. Soit de doubler l'efficacité de l'impôt sur l'héritage. Dont 7 milliards sur le magot des milliardaires. ■

PIERRIC MARISSAL

Un observatoire pour lutter contre la mort au travail

SANTÉ La Fête de l'Humanité a mis en lumière la question des accidents professionnels, avec pour objectifs de documenter le scandale et de proposer des pistes de réflexion.



Débat organisé à l'Agora de la Fête de l'Humanité, vendredi 13 septembre. GUILLAUME CLEMENT / HUMANITE

C'est une hécatombe silencieuse, une tragédie invisible, souvent traitée par la presse locale sur le mode du fait divers. Chaque jour en France, trois personnes meurent du travail, que ce soit au cours de leur exercice professionnel, durant leurs déplacements ou du fait de maladies professionnelles. C'était tout l'objet du débat organisé à l'Agora de la Fête de l'Humanité, vendredi 13 septembre, qui a réuni Fabienne Bérard, fondatrice du collectif Familles : stop à la mort au travail ; Véronique Daubas-Letourneux, sociologue, enseignante-chercheuse à l'École des hautes études en santé publique ; Bruno Bothua, vice-président de la Fédération européenne des travailleurs du bâtiment ; Pierre Dharréville, élu PCF ; Valérie Labatut, du bureau CGT inspection du travail, et Anthony Smith, ancien inspecteur du travail et député européen FI.

Les intervenants ont cherché à expliquer pourquoi tant de travailleurs s'abîment au boulot (la France recense plus de 700 000 accidents du travail tous les ans),

dans l'indifférence quasi généralisée. « L'accident du travail est un fait social ! » martèle Véronique Daubas-Letourneux, qui nous dit quelque chose de l'organisation du travail et des finalités que lui assigne le capitalisme. Course à la productivité, baisse des effectifs et précarisation de l'emploi constituent un cocktail explosif qui broie les corps et disloque les collectifs.

SOUS-TRAITANCE ET MALTRAITANCE

Un sort particulier a été fait au secteur du BTP, très accidentogène, où 168 travailleurs ont perdu la vie en 2022, selon les statistiques de la Sécurité sociale. Il a été rappelé que, sur les chantiers, la sous-traitance dilue la responsabilité en cas de problème, en poussant à rogner sur la sécurité, faute de marges suffisantes. « On rencontre parfois sur les chantiers des salariés qui ne connaissent même pas l'identité de leur employeur », souligne Valérie Labatut, qui rappelle que la parcellisation du travail fait se côtoyer des intérimaires, des auto-entrepreneurs, des CDD ou des salariés en CDI. Fabienne Bérard

a raconté l'expérience traumatisante (la mort de son enfant sur un site de forage pétrolier) qui l'a décidée à fonder son association. Elle a rappelé que le parcours des familles de victimes qui tentent d'obtenir réparation en justice s'apparente à un chemin de croix, où les coûts financiers s'ajoutent au choc psychologique.

Le débat ne s'est pas limité à dresser un constat. L'Humanité milite pour la création d'un observatoire national des morts au travail afin de remédier à un manque. La Sécurité sociale recense les salariés décédés ayant cotisé au régime général, mais elle ne le fait ni pour les travailleurs indépendants, ni pour les travailleurs agricoles, ni pour les fonctionnaires. Il y a des chiffres qui existent pour certaines catégories, mais qui restent parcellaires, d'où la nécessité de créer un véritable observatoire national dont l'objectif serait double : mener un travail d'enquête, afin de compiler les données et de trouver celles qui manquent ; ensuite, porter dans le domaine public des propositions concrètes. ■

CYPRIEN BOGANDA



Convention annuelle de la National Rifle Association (NRA) qui défend les possesseurs d'armes à feu, à Houston en mai 2022.
GETTY IMAGES VIA AFP

Donald Trump pris au piège d'une société minée par la violence

ÉTATS-UNIS Après avoir essuyé des tirs en juillet, l'ancien président a été victime, dimanche soir en Floride, d'une nouvelle tentative d'assassinat. Failles de sécurité ou illustration d'un marché libre des armes que veut maintenir coûte que coûte le candidat républicain ?

Donald Trump a été la cible, dimanche soir, de nouveaux tirs alors qu'il jouait au golf en Floride. Le canon de l'arme d'un tireur émergeant des buissons proche du terrain a pu être repéré à temps par les hommes de la police d'élite (Secret Service) chargés de sa protection. Cinq cents mètres plus loin, l'oligarque états-unien effectuait un parcours, tout près de chez lui, sur l'un des fleurons de son empire foncier et immobilier, le Trump International Golf Club de West Palm Beach. L'homme qui a essuyé les coups de feu des agents a pu prendre la fuite, abandonnant son arme de guerre AK47 équipée d'une lunette de visée, avant d'être rattrapé sur une autoroute voisine.

Il y a un peu plus de deux mois, Donald Trump avait été victime d'une première tentative d'assassinat ■■■

à l'occasion d'un meeting en Pennsylvanie. Blessé légèrement à l'oreille, il avait pu aussitôt se saisir du forfait pour le retourner en sa faveur en faisant part de sa détermination à « *poursuivre le combat* » pour récupérer la Maison-Blanche. Ironie du sort : la facilité avec laquelle le tueur en herbe s'était procuré l'objet du délit avait remis sur le devant de la scène la terrible question de l'accès aux armes les plus sophistiquées sur un marché libre dont Trump est l'un des plus grands défenseurs.

Le président Joe Biden s'est dit, une nouvelle fois, « *soulagé* », félicitant les forces de sécurité. Comme Kamala Harris, la candidate démocrate qui entend lui succéder, le dirigeant a affirmé qu'il n'y avait « *aucune place pour la violence politique ou pour n'importe quelle forme de violence dans (notre) pays* ». Si la question du marché totalement libéralisé des armes resurgit, cette fois encore, il vient s'y greffer d'autres révélateurs de ce qui alimente la brutale instabilité du modèle de société états-unien.

UN CLIMAT DE VIOLENCE SANS PRÉCÉDENT

L'identité du personnage, neutralisé juste à temps par les services de sécurité, casse les stéréotypes et jette le trouble. Ryan Wesley Routh est l'un de ces prétendus redresseurs de torts de la société civile qui bénéficia de toutes les indulgences, voire complicités, des autorités et des médias pour diffuser un ordre « libéral et démocratique » sur toute la planète. L'homme de 58 ans, propriétaire d'une société de construction de logements à Hawaï, fait figure d'individu habité par une mission supérieure pour la cause ukrainienne et s'affirme déterminé à tout lui sacrifier. « *Je suis prêt à prendre l'avion pour Cracovie et à me rendre à la frontière de l'Ukraine pour me porter volontaire, me battre et mourir* », a-t-il écrit sur X. Et de rêver tout haut d'une « *armée civile massive* » en provenance du monde entier pour terrasser la Russie de Poutine.

L'identité du tireur, farouche pro-ukrainien, casse les stéréotypes et jette le trouble.

Le New York Times, auquel il avait accordé une interview en 2023 sur le sujet, révèle qu'il s'est consacré au recrutement de volontaires étrangers désireux de venir prêter main-forte à Kiev. Il a confié à l'un des journalistes du quotidien qu'il voulait organiser l'acheminement d'Afghans ayant fui les talibans pour les transférer depuis le Pakistan ou l'Iran sur le front ukrainien. Le tout en les équipant de faux papiers, se vantait-il alors, sans qu'on puisse savoir son degré d'accointances, forcément nécessaires pour mener à bien pareille mission, avec les autorités ou les services d'espionnage de son pays. Gêné, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est contenté de « *condamner la violence* » politique aux États-Unis, sans évoquer le drôle de profil « pro-ukrainien » du tueur prêt à passer à l'action.

Par quoi Routh a-t-il été motivé dans son désir de liquider Donald Trump ? A-t-il pu faire preuve d'un tel degré d'implication illuminée en faveur de l'Ukraine qu'il ait finalement considéré la position d'un Trump, laissant entendre qu'il diminuerait les aides de Washington à Kiev, comme une sorte de haute trahison ? De quoi aller jusqu'à l'envie de commettre un crime près d'un golf de Floride ? La réponse est sans doute à chercher du côté des psychiatres. D'autant que le « super-activiste » (sic) semble rejoindre totalement Trump et un consensus géostratégique entre démocrates et républicains sur un autre dossier, celui de la Chine, avec laquelle il faudrait, explique-t-il, se montrer « *intraitable* ».

Il reste que la double tentative de meurtre et les incidents qui se multiplient comme, ces jours-ci, dans l'Ohio, autour d'alertes à la bombe orchestrant l'hostilité à l'égard des migrants, où s'investissent les fans racistes du candidat républicain, illustrent la montée en puissance d'un climat de violence, ouverte ou latente, sans précédent. ■

BRUNO ODENT



Incendie dans le parc national Chapada dos Veadeiros, dans l'État de Goiás le 9 septembre. XINHUA/ABACA

L'agent orange utilisé dans la déforestation au Brésil



ENVIRONNEMENT Une enquête révèle que le géant de l'agroalimentaire JBS aurait détruit des dizaines de milliers d'hectares au Pantanal en épandant le défoliant mortel. Une pratique qui favorise les incendies record en cours.

Une semaine après avoir été reconnu coupable dans une affaire d'élevage illégal dans une aire protégée, dans l'État du Rondônia, le géant de l'agroalimentaire brésilien JBS est accusé d'être directement impliqué dans un scandale de pollution. La multinationale, qui représente environ un quart du marché mondial du bœuf, aurait pulvérisé de l'agent orange sur les zones humides du Pantanal, un site classé au patrimoine mondial de l'Unesco. Une région qui abrite également la plus grande concentration de jaguars de la planète.

C'est l'ONG de défense environnementale Mighty Earth, en partenariat avec Repórter Brasil et AidEnvironment, qui a révélé ce désastre dans un nouveau rapport publié ce mardi. Intitulée *Guerre contre la nature*, l'enquête révèle l'ampleur de l'épandage du composant de l'agent orange, défoliant mortel utilisé par l'armée états-unienne pendant la guerre du Vietnam. JBS en a pulvérisé « *à partir d'avions pour éradiquer délibérément les arbres et la végétation afin de favoriser l'élevage de bœufs*. Au total, 81 200 hectares ont disparu, soit une superficie de près de

huit fois la ville de Paris », constate Mighty Earth. L'étude pointe que 86 % de la déforestation récente dans cinq exploitations bovines fournissant les plus grands producteurs de viande – JBS, Marfrig et Minerva – se situaient dans le Pantanal. Il s'agit d'une « *destruction délibérée d'innombrables arbres et espèces sauvages* » et « *d'une nouvelle guerre dévastatrice contre la nature menée par l'industrie de la viande bovine* », a condamné João Gonçalves, directeur de Mighty Earth Brésil.

PROTÉGER LES POPULATIONS

Cette pratique, qui s'ajoute à l'extrême sécheresse que traverse le Brésil, favorise une vague record d'incendies (55 517 relevés en septembre). Les autorités accusent des « *criminels* » d'avoir délibérément allumé des feux. « *Cela est utilisé pour défricher les terres à des fins agricoles, principalement pour l'élevage du bétail*. Selon l'Institut national de recherche spatiale du Brésil (Inpe), le Pantanal a connu en août une augmentation alarmante de 3 910 % des incendies par rapport au même mois de l'année précédente », constate le rapport. Face à ce danger, la ministre brésilienne de l'Environnement,

Marina Silva, a averti que « *nous pourrions perdre le Pantanal d'ici la fin du siècle* » si les tendances actuelles se poursuivent.

Depuis dimanche, c'est le parc national de Brasília, d'une superficie de 30 000 hectares, qui brûle. Les flammes ont jusqu'à présent dévasté 1 200 hectares, selon l'Institut Chico Mendes de conservation de la biodiversité (ICMBio), responsable de l'administration des parcs nationaux brésiliens. Brasília a accumulé 145 jours sans pluie et des niveaux d'humidité minimaux. Face à cette catastrophe, le juge de la Cour suprême, Flavio Dino, a autorisé le gouvernement à dépasser le plafond des dépenses pour financer la lutte contre ce qu'il considère comme une « *pandémie d'incendies* ». « *Nous ne pouvons pas refuser une aide maximale et efficace à plus de la moitié de notre territoire (...) sous prétexte de respecter une règle comptable qui ne figure pas dans la Constitution* », a-t-il expliqué pour protéger les populations touchées par les flammes, notamment en Amazonie. Cela s'inscrit dans les engagements pris par le président brésilien, Lula, depuis son retour au pouvoir en 2023. ■

VADIM KAMENKA

Les prisonnières de Khamenei en grève de la faim

IRAN Une trentaine de femmes détenues, parmi lesquelles la prix Nobel de la paix Narges Mohammadi, ont entamé dimanche une grève de la faim. Une action qui intervient deux ans après le mouvement de protestation « Femme, vie, liberté ».

Elles sont prêtes à aller au bout. Depuis dimanche 15 septembre, deux ans après l'assassinat de Mahsa Jina Amini par la police iranienne, 34 femmes emprisonnées ont entamé une grève de la faim. Celles-ci, enfermées dans les geôles d'Evin, près de la capitale Téhéran, ont annoncé qu'elles entamaient cette action « en solidarité avec le peuple protestant en Iran contre les politiques oppressives du gouvernement ».

Parmi elles, Narges Mohammadi, toujours emprisonnée depuis 2021, après de nombreux autres épisodes d'incarcération à cause de son combat pour la défense des droits des femmes iraniennes. « Malgré le chemin difficile qui reste à parcourir, nous savons tous que rien n'est plus comme avant, se félicite-t-elle dans une lettre publiée sur son site. Un changement qui, s'il n'a pas encore renversé le régime de la République islamique, a ébranlé les fondements de la tyrannie religieuse. »

Il y a quelques semaines, les proches de la prix Nobel de la paix 2023 s'inquiétaient de son sort, à cause des sévices qu'elle

pourrait subir, et réclamaient son hospitalisation. Mais, même dans ces conditions de vie, Narges Mohammadi et ses camarades continuent de lutter comme elles le peuvent. « Le quartier des femmes de la prison d'Evin s'est imposé comme le bastion de la résistance dans cette lutte pour les Iraniennes, pour la démocratie, pour la liberté », a déclaré, à l'AFP, Chirinne Ardakani, avocate franco-iranienne et membre du collectif Iran Justice.

DES SOUTIENS DANS LE MONDE ENTIER

Les manifestations pour les droits humains demeurent nombreuses – malgré la féroce répression – après le meurtre de Mahsa Jina Amini, Kurde iranienne tuée par la police des mœurs locale en 2022 parce qu'elle ne portait pas son voile convenablement. Depuis, le mouvement de contestation ne s'est jamais éteint, et les militantes du mouvement « Femme, vie, liberté » ont fait parler d'elles et engrangé des soutiens dans le monde entier. Jusqu'en France où environ 1500 personnes se sont mobilisées à Paris, dimanche.

Deux rassemblements ont eu lieu, au Trocadéro et entre la place de la Bastille et l'hôtel de ville de la capitale.

Depuis le 16 septembre 2022 et malgré la force de ce mouvement, le régime d'Ali Khamenei n'a cessé d'emprisonner des femmes et des hommes sans motif, ou d'actionner la machine à exécuter. L'élection d'un président de la République réformateur, Massoud Pezeshkian, en juillet, n'a pour le moment rien changé à la vie des femmes, dont certaines la risquent en sortant cheveux au vent. Les conservateurs tiennent toujours les rênes du pouvoir et le président n'est que le deuxième homme du pays après le « guide de la révolution ».

« À l'occasion du deuxième anniversaire du mouvement "Femme, vie, liberté", nous réaffirmons notre engagement à instaurer la démocratie, la liberté et l'égalité, et à vaincre le despotisme théocratique », écrit encore Narges Mohammadi, sans oublier de presser la communauté internationale et les Nations unies pour qu'elles agissent plus fortement en faveur des victimes du régime iranien. ■

AXEL NODINOT



Téhéran (Iran), le 1^{er} octobre 2022. Manifestation après le décès de Mahsa Jina Amini, tuée par la police des mœurs à la suite de son arrestation. MIDDLE EAST IMAGES/AFP

REGARD SUR LE MONDE, LA CHRONIQUE DE CHARLOTTE RECOQUILLON



JULIEN JAUIN/ANSELUCAS

Des frissons et de l'espoir

La fatigue et la nostalgie se mêlent à parts égales en ce lendemain de Fête de l'Humanité, cette expérience unique. Même Johanna Fernandez, porte-parole de Mumia Abu-Jamal, me l'a soufflé à plusieurs reprises : « C'est incroyable, ça n'existe qu'ici dans le monde. » Ayant eu le privilège d'accompagner Angela Davis une partie de la journée, j'étais aux premières loges lorsque la foule de spectateurs et de spectatrices de l'Agora l'a acclamée, faisant vibrer le parquet au cri de « Libérez Mumia », « Free Gaza » ou encore « Nous sommes tous antifascistes » ! Sur scène, nous avons tous des frissons.

Des frissons, j'en avais eu de bon matin, en voyant Angela Davis arriver pour son entretien avec Lina Sankari. Assise dans un calme tout relatif à l'arrière d'un stand, je l'écoutais attentivement. Mes parents, militants communistes de toujours, avaient soutenu la campagne pour sa libération au début des années 1970. C'est pourquoi j'ai grandi (dans les années 1980 et 1990) en m'imprégnant des références à l'histoire politique américaine, mais aussi sud-africaine ou palestinienne. Mais Angela Davis est aussi devenue une référence

Des générations d'activistes s'inspirent des travaux d'Angela Davis pour analyser le système carcero-industriel.

intellectuelle pour moi, plus tard. Étudiante, je lisais ses travaux sur la prison et la démocratie, sur les origines racistes, coloniales, esclavagistes d'un système carcéral qui violait les droits humains aux États-Unis, à Guantanamo, en Afghanistan... Je continue de la lire et de

l'écouter pour me former sur la nécessité d'articuler luttes contre le racisme, le capitalisme et le patriarcat. Et je ne suis pas la seule. Plusieurs générations d'activistes s'inspirent de ses travaux pour analyser le fonctionnement du système carcero-industriel et élaborer une vision abolitionniste.

Une autre voix importante entendue ce week-end est celle de Mumia Abu-Jamal, un des plus anciens prisonniers politiques américains. Le Black Panther a enregistré un message pour les participants de la Fête de l'Humanité. Une seconde de sa voix mythique a suffi pour que je sois traversée de frissons et que les larmes me montent aux yeux. Les mots « this is Mumia Abu-Jamal » en particulier, qui sont sa signature vocale, m'ont bouleversée. Et c'est important l'émotion dans un combat politique. Tout comme l'espoir. Angela Davis l'a d'ailleurs rappelé dans sa carte blanche, lorsqu'elle faisait l'état des lieux de son idéal politique. « L'espoir est une discipline », a-t-elle dit, empruntant ce slogan à Mariame Kaba. Espérer n'est pas juste un sentiment, encore moins un thème de campagne galvaudé, c'est une action, une pratique. Et la Fête de l'Humanité est une formidable expérience pour nourrir nos espoirs jusqu'à s'en donner des frissons. ■



L'étude a été menée à 4 000 mètres de profondeur, dans la plaine abyssale de la zone de fracture géologique de Clarion-Clipperton, entre Hawaï et le Mexique.

De l'oxygène noir dans les abysses

BIOLOGIE MARINE Une équipe de chercheurs écossais a découvert que des galets métalliques présents dans les fonds marins du Pacifique produisaient de l'oxygène dans l'obscurité totale. Ce qui pourrait remettre en cause la théorie sur les origines de la vie sur notre planète.

C'est une découverte qui bouleverse les connaissances sur l'émergence de la vie terrestre. Des scientifiques écossais ont identifié, à plus de 4 000 mètres sous la surface de l'océan Pacifique, de l'oxygène là où aucune lumière ne peut pénétrer. Cet « oxygène noir » est produit dans l'obscurité totale par des galets métalliques naturels, des nodules polymétalliques dont la forme est comparable à celle des pommes de terre. Ces espèces de cailloux contiennent des métaux rares tels que le cobalt, le nickel, le cuivre, le lithium, le manganèse et émettent un courant électrique. Mais ils ont surtout la capacité de produire de l'oxygène dans l'obscurité et sans l'implication d'aucun organisme vivant.

QUELQUE CHOSE D'INIMAGINABLE

L'équipe dirigée par le professeur Andrew Sweetman, spécialiste de l'écologie des fonds marins et membre de la Scottish Association for Marine Science (Sams) à Oban, en Écosse, en partenariat avec l'UHI (université des Highlands et des îles écossaises), a fait cette découverte de façon inattendue lors d'un travail de terrain à bord d'un navire dans le centre de l'océan Pacifique. Leur recherche visant des prélèvements dans la plaine abyssale de la zone de fracture géologique de Clarion-Clipperton, entre Hawaï et le Mexique, était financée par deux sociétés



Les cailloux analysés contiennent des métaux rares : cobalt, nickel, cuivre, lithium, manganèse.

d'exploration en haute mer, la canadienne The Metals Company et la britannique UK Seabed Resources, fort intéressées par les nodules polymétalliques.

Le professeur Sweetman a résumé leurs résultats : « Nous savons maintenant que l'oxygène est produit dans les grands fonds marins, où il n'y a pas de lumière. » Leur étude, parue dans la revue *Nature Geoscience*, remet en question le consensus scientifique sur la façon dont l'oxygène est produit et par conséquent la théorie sur l'origine de la vie sur Terre. On sait que la moitié de l'oxygène que nous respirons provient de l'océan. Or, jusqu'ici on pensait que l'oxygène était produit par des organismes vivants, des plantes et des algues, qui utilisent l'énergie de la lumière solaire par photosynthèse. « Le point de vue conventionnel, explique Nicholas Owens, le directeur de la Sams, est que l'oxygène a été produit pour la première fois il y a environ trois milliards d'années par d'anciens microbes appelés cyanobactéries et qu'il y a eu ensuite un développement progressif de la vie complexe. »

Les mesures réalisées par l'équipe du professeur Sweetman ont révélé des émissions constantes d'oxygène dans le fond marin, alors qu'elles auraient dû diminuer et disparaître. Constat étonnant puisque « le taux d'oxygène augmentait dans l'eau au-dessus des sédiments, dans le noir complet, donc sans photosynthèse », rapporte Andrew Sweetman. Leur observation a été confirmée en laboratoire, où les scientifiques ont recréé les conditions des fonds abyssaux. Les chercheurs ont d'abord

pensé que leurs capteurs étaient défectueux « car toutes les études réalisées dans les grands fonds marins ont montré que l'oxygène était consommé plutôt que produit. Nous rentrions à la maison et réétalonnions les capteurs, mais au bout de dix ans, ces étranges relevés d'oxygène continuaient d'apparaître. Nous avons décidé d'utiliser une méthode différente et lorsque les deux méthodes ont donné le même résultat, nous avons su que nous étions sur quelque chose d'inimaginable », raconte le professeur.

ÉLECTROLYSE DE L'EAU DE MER

Si cet oxygène marin ne provenait pas de la photosynthèse des plantes marines, comment l'expliquer ? Ce sont les nodules métalliques du Pacifique qui le produiraient par électrolyse de l'eau de mer, c'est-à-dire par un processus de décomposition chimique qui, sous l'effet d'un courant électrique, sépare l'eau de mer en hydrogène et en oxygène. « Étant donné les potentiels de haute tension (jusqu'à 0,95 volt) à la surface des nodules, écrivent les chercheurs, nous émettons l'hypothèse que l'électrolyse de l'eau de mer peut contribuer à cette production d'oxygène noir. » En effet, une tension de 1,5 volt, celle d'une pile AA ordinaire, suffit pour que l'électrolyse de l'eau de mer se produise. Sachant qu'un seul nodule émet 0,95 V à sa surface, des tensions plus importantes peuvent se produire lorsque les nodules sont regroupés.

Jusqu'ici, on pensait que l'oxygène était produit par des organismes vivants qui utilisent l'énergie de la lumière solaire par photosynthèse.

Cette découverte a des conséquences majeures, scientifique et écologique. D'une part, la production d'oxygène de façon non photosynthétique et en l'absence d'organisme vivant oblige à repenser l'origine de la vie complexe sur Terre. D'autre part, il est nécessaire, selon Andrew Sweetman, « d'évaluer comment l'étouffement des sédiments au cours de l'exploitation minière peut modifier le processus » de production d'oxygène noir. C'est pourquoi plus de 800 scientifiques marins de 44 pays ont signé une pétition alertant sur les risques environnementaux et appelant à une pause de l'activité minière. Mais l'exploitation des fonds marins n'étant toujours pas régulée à l'échelle internationale, The Metals Company s'est empressée d'annoncer le lancement, d'ici deux ans, d'un méga-projet d'extraction des nodules polymétalliques dans les abysses du Pacifique. ■

ANNA MUSSO

Le génome géant du poisson pulmoné

GÉNÉTIQUE L'ADN du dipneuste sud-américain a été séquencé. Il est 30 fois plus long que le nôtre et possède 91 milliards de paires de base. Un record.

Une équipe internationale vient de séquencer le plus grand génome animal connu, celui du dipneuste sud-américain, un poisson très proche de notre ancêtre sorti de l'eau il y a 400 millions d'années. Les dipneustes, ou poissons pulmonés, ont la particularité d'être dotés d'un poumon utilisé en complément de la respiration branchiale. Alors qu'ils étaient très répandus au dévonien, entre 360 et 420 millions d'années, seules trois lignées de ces poissons à poumon survivent aujourd'hui en Afrique (*Protopterus annectens*), en Australie (*Neoceratodus forsteri*) et en Amérique du Sud (*Lepidosiren paradoxa*).

IL A MARCHÉ SUR LA TERRE

Cette dernière espèce détient désormais le record du plus grand génome jamais séquencé à ce jour avec 91 milliards de paires de bases, l'unité de mesure de la longueur des molécules d'ADN. C'est plus de deux fois la taille des dipneustes australiens, et trente fois la taille du génome humain. S'il était déplié, l'ADN du dipneuste sud-américain s'étendrait sur 55 mètres, contre 2 mètres à peine pour celui de l'humain. Pour obtenir ces résultats, qu'ils publient dans la revue *Nature*, les scientifiques ont employé une technique de pointe, le séquençage à lecture longue, consistant à séquencer plusieurs fois chaque base du génome. Avec les génomes complets des dipneustes, les chercheurs vont maintenant les déchiffrer afin de comprendre comment notre ancêtre poisson a pu sortir de l'eau et marcher sur la terre il y a plus de 400 millions d'années... ■

A. M.

Une HISTOIRE POPULAIRE des JEUX OLYMPIQUES
Marie-José Pérez, la spécialiste de l'actualité

POUR COMMANDER EN LIGNE ET RÉGLER PAR CARTE BANCAIRE, CAPTUREZ CE QR CODE À L'AIDE DE VOTRE SMARTPHONE

JE COMMANDE *

le hors-série *Une histoire populaire des Jeux Olympiques* au prix de 9,90 € + 3 € de frais de port**, soit 12,90 € x exemplaire(s) = €

Total de ma commande €

PRÉNOM
NOM
ADRESSE
VILLE
CODE POSTAL
TÉLÉPHONE
E-MAIL

* Délai de livraison de 10 à 12 jours ** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à :
L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION 3, RUE DU PONT-DE L'ARCHE 37550 SAINT-AVERTIN



Gaza, 11 octobre 2023. Après une frappe israélienne, des blessés sont transportés à l'hôpital Al-Shifa.



Avdiivka, Donbass (Ukraine), 2018. La famille Grinik : Olga et Nikolay,

À Perpignan, bat le pouls de la Palestine

VISA POUR L'IMAGE

Les reporters qui couvrent la guerre depuis la bande de Gaza sont les plus remarquables. Sur les cimaises du festival de photojournalisme, les différentes étapes du conflit israélo-palestinien irriguent de très nombreux reportages.

Perpignan (Pyrénées-Orientales), envoyée spéciale.

La jeune photographe palestinienne Samar Abu Elouf, Visa d'or 2024 de la presse quotidienne Goksin Sipahioğlu by Sipa Press, pensait à quoi, en prenant, le 7 octobre 2023, dans la bande de Gaza, quelques heures après l'attaque du Hamas qui a fait 1198 victimes israéliennes, l'une des premières images de sa série pour le New York Times ? Ce jour-là, elle montre des enfants stoppant leur jeu pour lever les yeux vers le ciel lorsque passe un avion de chasse de l'armée israélienne et qu'une première explosion ébranle le quartier. Lorsqu'il apprend, au Qatar, où il est réfugié, qu'il reçoit le prix le plus prestigieux, le Visa d'or News 2024, pour son terrible témoignage sur la destruction de Gaza, le photographe palestinien Mahmud Hams, 44 ans, confie, lui, à Jean-François Leroy, directeur de Visa pour l'image : « J'espère que les photos que nous prenons disent au monde que cette guerre et les souffrances doivent prendre fin. »

Loay Ayyoub, photojournaliste gazaoui de 29 ans, réfugié en Égypte, est, lui, lauréat du Visa d'or de la ville de Perpignan-Rémi Ochlik 2024 pour sa couverture, dans le *Washington Post*, de la « tragédie de Gaza ». Mais rien ne lui est épargné : le consulat de France ne lui délivre pas de papiers. Puis

le maire RN de Perpignan, Louis Aliot, se présentant, comme tente de le faire croire son parti, en bouclier des juifs, refuse de lui remettre ce prix car il « aurait préféré récompenser un journaliste totalement indépendant du Hamas ».

« LE CONFLIT ARMÉ LE PLUS VERROUILLÉ »

« Dont acte, répond Jean-François Leroy, fondateur et directeur de Visa pour l'image. Je regrette cette décision, mais ça n'est aussi qu'une question de protocole dont je me fous un peu dans la mesure où, en revanche, la ville s'est bien engagée à donner au lauréat la somme de 8 000 euros qui correspond à la récompense. Par ailleurs, il faut savoir qu'on évoque ici le conflit armé le plus verrouillé qui ait jamais existé, dans lequel il est naturellement impensable que Loay Ayyoub ait pu travailler à l'insu du Hamas, de même que, côté israélien, un photographe ne pourrait évoluer sur le terrain sans que Tsahal le sache. Mais, une fois de plus, je suis ravi du choix de Loay Ayyoub, qui a été adoubé par un jury international constitué d'une quinzaine de directeurs de la photographie. »

On est frappé, passant d'une exposition à l'autre, de voir que, préfigurant la guerre à Gaza, le conflit israélo-palestinien occupe de nombreuses cimaises : les rétrospectives de photographes chevronnés, qui l'ont couvert depuis des lustres, fourmillent de témoignages visuels éclairant les racines de cette guerre.

C'est le cas de l'Iranien Alfred Yaghobzadeh. Il filme, en 1988, un père palestinien prêt à offrir sa montre à un



leur fils Kirill et leur fille Miroslava.



Puy-de-Dôme, 2016. René, éleveur à la retraite, a vécu l'appauvrissement progressif de sa profession.

EXPOSITIONS UNE LARGE PLACE DONNÉE AUX FEMMES

La 36^e édition du festival Visa pour l'image a donné une large place aux femmes photojournalistes. Le public, toujours aussi nombreux, est venu chercher, dans 25 expositions, une information plus contextualisée. Au-delà des reportages sur la guerre en Ukraine, des chocs du 7 octobre 2023 en Israël, du martyr du peuple gazaoui, du terrible sort des femmes afghanes, des murs de plus en plus nombreux érigés dans le monde, on trouve les images de Jean-Louis Fernandez sur la Comédie-Française ou le portrait coloré du quartier de Venice, à Los Angeles, par Karen Ballard. Huit Visas d'or, 4 bourses et 6 prix d'une valeur de 93 000 euros ont récompensé 18 lauréats.

soldat israélien en échange de la libération de son fils prisonnier. La même année, il photographie la montée du Hamas, dont des membres encagoulés prêtent serment sur le Coran. En 1994, il est là lorsque Yasser Arafat revient à Jéricho, après vingt-sept années d'exil. En 2005, puis 2019, il fixe des scènes d'intifada.

« LA VIOLENCE DÉCUPLÉE, DÉCOMPLEXÉE DES COLONS »

L'Américaine Paula Bronstein, elle, rallie Gaza en mai 2018. C'est à la clôture, construite depuis, où il manifestait qu'elle capte l'image d'un Palestinien blessé par balle.

Le Néerlandais Ad Van Denderen fréquente les territoires occupés depuis 1993. En 1994, il filme les jeunes de Gaza qui se soulèvent. En 1996, il montre un soldat israélien qui empêche

le représentant de l'Autorité palestinienne de s'exprimer. En 2013, il illustre le chaos provoqué par les combats à la frontière, tous les vendredis, après la prière. Et, chance du photographe, il est là, en noir et blanc, lorsqu'en Cisjordanie, en 1993, des colons plantent leur drapeau à l'endroit où ils veulent créer une colonie illégale. Vingt

ans après, il est là pour filmer, en couleurs, la colonie Neve Daniel créée autour de son château d'eau, construit à l'emplacement du drapeau!

Quant à Sergey Ponomarev, son travail sur le paysage cisjordanien abîmé prend du recul et se concentre sur « la violence décuplée, décomplexée des colons » qui multiplie les blocages, interdictions, empêchant les Palestiniens de circuler, travailler, prier. Nul doute que le statut de ce photojournaliste russe, empêché de rentrer chez lui après avoir pris position contre la guerre en Ukraine, le rend particulièrement sensible au sort des Palestiniens chassés de chez eux... ■

MAGALI JAUFFRET

Jusqu'au 20 septembre, puis du 23 au 27, les expositions restent ouvertes spécialement pour les scolaires. Elles sont aussi visibles jusqu'à la fin du mois sur le site www.visapourlimage.com

Des vies de photojournalistes

Parmi la vingtaine de reporters exposés cette année, quelques profils aux intérêts très différents... de Brenda Ann Kenneally à Corentin Fohlen en passant par Pierre Faure.

« **M**on propre travail m'a dévastée », dit l'Américaine Brenda Ann Kenneally, 65 ans, dont on peut croiser le look dégingué dans les rues de Perpignan. À 14 ans, elle se fait avorter. Des décennies plus tard, elle se retrouve à documenter, en couleurs, la vie de misère de la famille Stocklas, qui se débat contre les inégalités de classe, les traumatismes de l'enfance et la soumission chimique aux opioïdes. Cela se passe à Troy (États-Unis), ville postindustrielle où la photographie est née.

Niçois de 52 ans, Pierre Faure, Visa d'or des solidarités, a, lui, une formation d'économiste. En 2010, il décide de se consacrer à la photographie et produit une série sur la place des végétaux dans l'espace urbain. Intéressé par les questions sociales, il se focalise bientôt sur les personnes en grande précarité. Depuis 2017, il consacre deux cents jours par an à compléter sa série, *France périphérique*. Pour ce faire, il sillonne villes et campagnes françaises en auscultant, en noir et blanc,

ceux, de plus en plus nombreux, qui, dans notre pays, vivent en dessous du seuil de pauvreté.

L'Anglo-Suédoise de 43 ans Anastasia Taylor-Lind se consacrait, jeune, à l'équitation. S'étant mise à témoigner, en images, du travail d'une communauté fournissant des chevaux aux plateaux de cinéma, elle y prend goût et devient photojournaliste de Damas à Beyrouth et Kiev, où elle tra-

Anastasia Taylor-Lind documente, en couleurs et avec un formidable recul, la résilience des Ukrainiens.

vaille en binôme avec l'anthropologue Alisa Sopova. Lauréate de la bourse Canon de la femme photojournaliste, elle documente, en couleurs et avec un formidable recul, dans son exposition « À 5 km du front » la résilience des Ukrainiens qui poursuivent leur vie quotidienne au plus près des bombardements. Anastasia publie aussi des poèmes.

C'est en 2010, après s'être fait très peur lors du printemps arabe en Libye, que le Français Corentin Fohlen, 43 ans, commence à se passionner pour Haïti, victime d'un séisme. Vent debout contre le misérabilisme qui entoure l'île, il est bientôt, à force d'y aller, l'un des rares à réfléchir aux racines de la violence qui règne dans ce pays, initialement riche. Pour lui, le pillage, qui remonte à Christophe Colomb, s'étend aujourd'hui à ceux, corrompus, qui ont armé les quartiers et aux humanitaires dont les dons ne sont jamais arrivés sur place. Sa série, *la Puissance des gangs*, est bluffante. Il est le seul à pouvoir ainsi les approcher!

L'Espagnol Emilio Morenatti, membre d'Associated Press, a reçu deux fois le prestigieux prix Pulitzer. Il se penche avec douceur sur la solitude d'un sans-abri qui a trouvé refuge dans une bouche d'égout, sur un petit Ukrainien qui s'apprête à enlever sa prothèse de jambe, sur le Noël d'un homme seul pendant le confinement. Il vit à Barcelone, qu'il parcourt avec son scooter spécialement adapté depuis qu'il a perdu une jambe en 2009, à 43 ans, en Afghanistan. ■ M. J.

McKinsey, dans les coulisses d'un scandale d'État

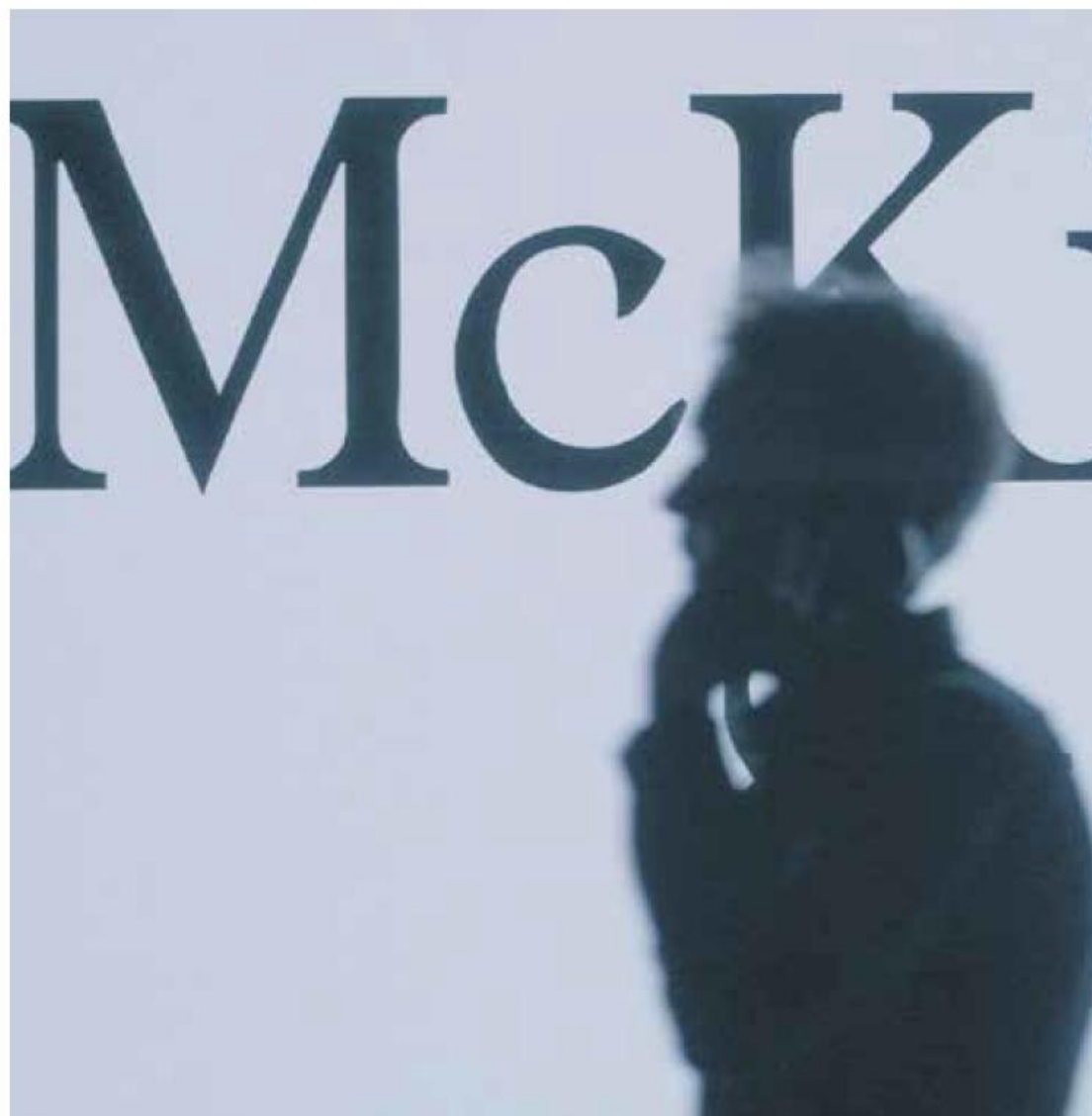
TÉLÉVISION *Cash Investigation* revient sur les liens entre Emmanuel Macron et le cabinet de conseil. Une affaire révélée par une commission d'enquête sénatoriale en 2022.

Cash Investigation, France 2, 21 h 10

Deux ans après le rapport explosif rendu public par Éliane Assassi, sénatrice PCF, et Arnaud Bazin, sénateur LR, qui révélaient le recours quasi systématique par le gouvernement d'Emmanuel Macron au cabinet de conseil McKinsey et son influence « *tentaculaire* » au cœur du pouvoir, Donatien Lemaitre a mené sa propre enquête pour *Cash Investigation*. Le scandale d'État était donc déjà connu et avait eu un écho retentissant dans la presse. Les conclusions du rapport sénatorial avaient été livrées en pleine campagne présidentielle de 2022 et avaient eu l'effet d'une bombe, écorchant le président de la République en course pour briguer son second mandat.

DU JAMAIS-VU SOUS LA V^e RÉPUBLIQUE

Pour rappel, le rapport chiffrait à plus de 1 milliard d'euros la facture mirobolante payée avec les deniers publics au cabinet de conseil privé McKinsey, pour un total de 945 missions commandées par les ministères ou des organismes publics durant le premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Du jamais-vu sous la V^e République. Autre point du rapport qui a marqué l'opinion : la firme n'a payé aucun impôt en France sur ses bénéfices durant dix ans. L'enquête de *Cash Investigation* donne malheureusement une faible place au travail de la commission sénatoriale pour arriver aux mêmes conclusions, en



Le rapport sénatorial chiffrait à plus de 1 milliard d'euros la facture payée à McKinsey.

repreuant des éléments déjà établis. Éliane Assassi avait ainsi reçu le prix de la meilleure sénatrice de l'année 2022, mais son temps de parole dans le documentaire ne dépasse pas deux minutes.

Le mérite de l'enquête, réalisée par Donatien Lemaitre, réside alors ailleurs.

Sa force de frappe tient aux nombreux témoignages d'anciens de la firme et de conseillers en poste dans les ministères, qui relatent sans concession les coulisses des commandes passées et les travaux réalisés et, surtout, leur orientation : « *Penser qu'on peut réformer des services*

publics comme on dirige une entreprise, ce n'est pas possible et c'est contraire à l'intérêt collectif ! » tance ainsi un ancien de McKinsey. Le premier chapitre révèle comment plusieurs conseillers du cabinet privé se sont mis gratuitement au service d'Emmanuel Macron dès 2014 pour le porter à l'Élysée trois ans plus tard. Le

« Penser qu'on peut réformer des services publics comme on dirige une entreprise, ce n'est pas possible. »

UN ANCIEN DE MCKINSEY

second chapitre se consacre à la poursuite de leur collaboration durant son premier quinquennat, marqué par les nombreuses missions commandées à McKinsey, finalement grassement payé pour celles-ci.

La principale question qui sous-tend alors l'ensemble du documentaire se fait jour grâce à cette articulation en deux parties, qui retracent ainsi l'histoire de la collusion entre Emmanuel Macron et Karim Tadjeddine, conseiller chez McKinsey : « *Est-ce que, finalement, les travaux commandés durant le quinquennat n'ont pas eu vocation à payer le travail réalisé gratuitement par les conseillers de McKinsey auparavant ?* » Trois enquêtes judiciaires sont en cours, une concernant le rôle de McKinsey en 2017 et en 2022, la deuxième au sujet de l'attribution des contrats publics et, enfin, la dernière portant sur des soupçons d'« optimisation fiscale ». ■

SCARLETT BAIN

Les informés

de Jean-Rémi Baudot et Agathe Lambret,
du lundi au jeudi à 20h
1h de décryptage et d'analyse de l'actualité



chaque mardi avec
l'Humanité

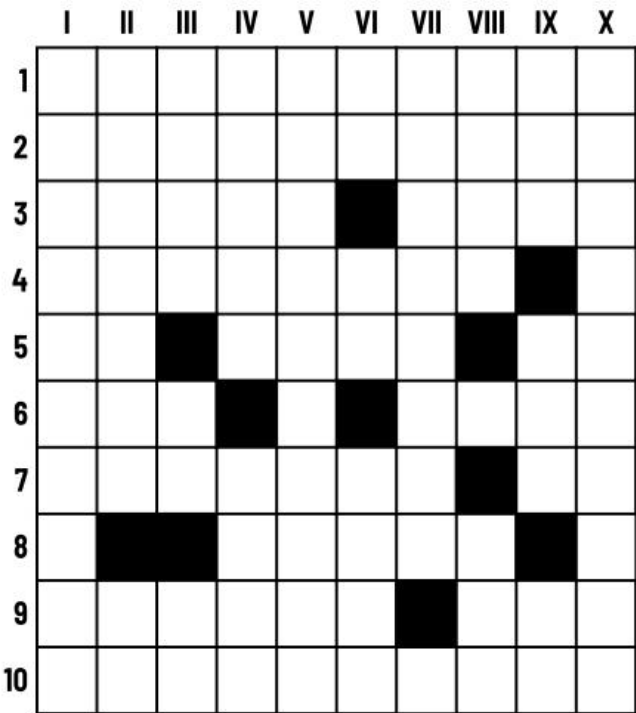
franceinfo:
radio . web . tv canal 27

(Publicité)

Carnet

Hélios Gomez est décédé à l'âge de 93 ans. Avec sa disparition, quelques mois après celle de sa sœur Libertad, c'est une partie de la mémoire du quartier de la « Petite Espagne » à La Plaine-Saint-Denis qui s'en va. Comme le souligne dans son hommage Stéphane Peu, député PCF de Seine-Saint-Denis, « dionysien de toujours, Hélios, né de parents républicains espagnols, aimait conter l'histoire de son quartier d'origine, qu'il chérissait tant. Et si, à l'époque, les conditions de vie y étaient très difficiles, il n'en demeure pas moins que les valeurs de solidarité, de fraternité, de dignité, de liberté y étaient très fortes ». Engagé dès son plus jeune âge dans les pas de ses parents réfugiés républicains espagnols, il participe à toutes les manifestations. Le 8 février 1962, dans les rues de Paris contre l'OAS et la guerre en Algérie, il gardera gravée à jamais dans sa mémoire la répression à la station de métro Charonne et s'engagera au PCF. Ses obsèques auront lieu le 18 septembre, à 15 heures, au cimetière de Saint-Denis. *L'Humanité* présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

MOTS CROISÉS N° 24 028 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Nid d'insectes. 2. Femmes de souterrains nauséabonds. 3. Voie de communication. Bien arrivées. 4. Passerais au batteur. 5. Dans le vent. Chef suprême dans certains pays arabes. Commune réputée pour ses champagnes. 6. Flûte de roseau ouverte aux deux extrémités. Maison de santé. 7. Ville du Puy-de-Dôme. La plus petite pièce sous l'empire. 8. Possédais. 9. Hideux. Bœuf sauvage. 10. Convolerais en justes noces.

VERTICALEMENT

I. Nominalisme. II. Petites scies. Opus. III. Préparation culinaire à base de farine et de beurre. Ville légendaire bretonne. Cobalt. IV. Affecter à un autre poste. Île d'Hawaii. V. Réitérées plusieurs fois. VI. Titane. Paresseux. Passe vraiment très près. VII. Fleuve qui se jette dans la mer de Kara. VIII. Périodes historiques. Exsuda. IX. Brame. Recueil de pensées. Participe gai. X. Séchasses avec une serviette.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Termittière. 2. Égoutières. 3. Route. Nées. 4. Mixera. 5. In. Rais. Ay. 6. Ney. Sana. 7. Issore. As. 8. Avas. 9. Moche. Ure. 10. Épousera. VERTICALEMENT. I. Termittière. II. Égoïnes. Op. III. Roux. Vs. Co. IV. Muter. Oahu. V. Itératives. VI. Ti. Ti. Al. Rase. VII. Ienisseï. VIII. Éres. Sua. IX. Rée. Ana. Ri. X. Essuyasses.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil. Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvere Magnon, directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 13 septembre 2024 49 161 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



l'Humanité

Sénégal
L'âme de l'Afrique de l'Ouest

DU 3 AU 14 FÉVRIER 2025 • À PARTIR DE 3 515 €*
LE + VOYAGE ACCOMPAGNÉ PAR BENJAMIN KÖNIG, JOURNALISTE À L'HUMANITÉ

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS
LVJ VOYAGES
06 85 07 83 02
contact@lvj-voyages.com

l'Humanité

Japon
D'Osaka à Tokyo

DU 1^{ER} AU 13 MARS 2025 • À PARTIR DE 4 090 €*
LE + VOYAGE ACCOMPAGNÉ PAR AXEL NODINOT, JOURNALISTE À L'HUMANITÉ

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS
LVJ VOYAGES
06 85 07 83 02
contact@lvj-voyages.com

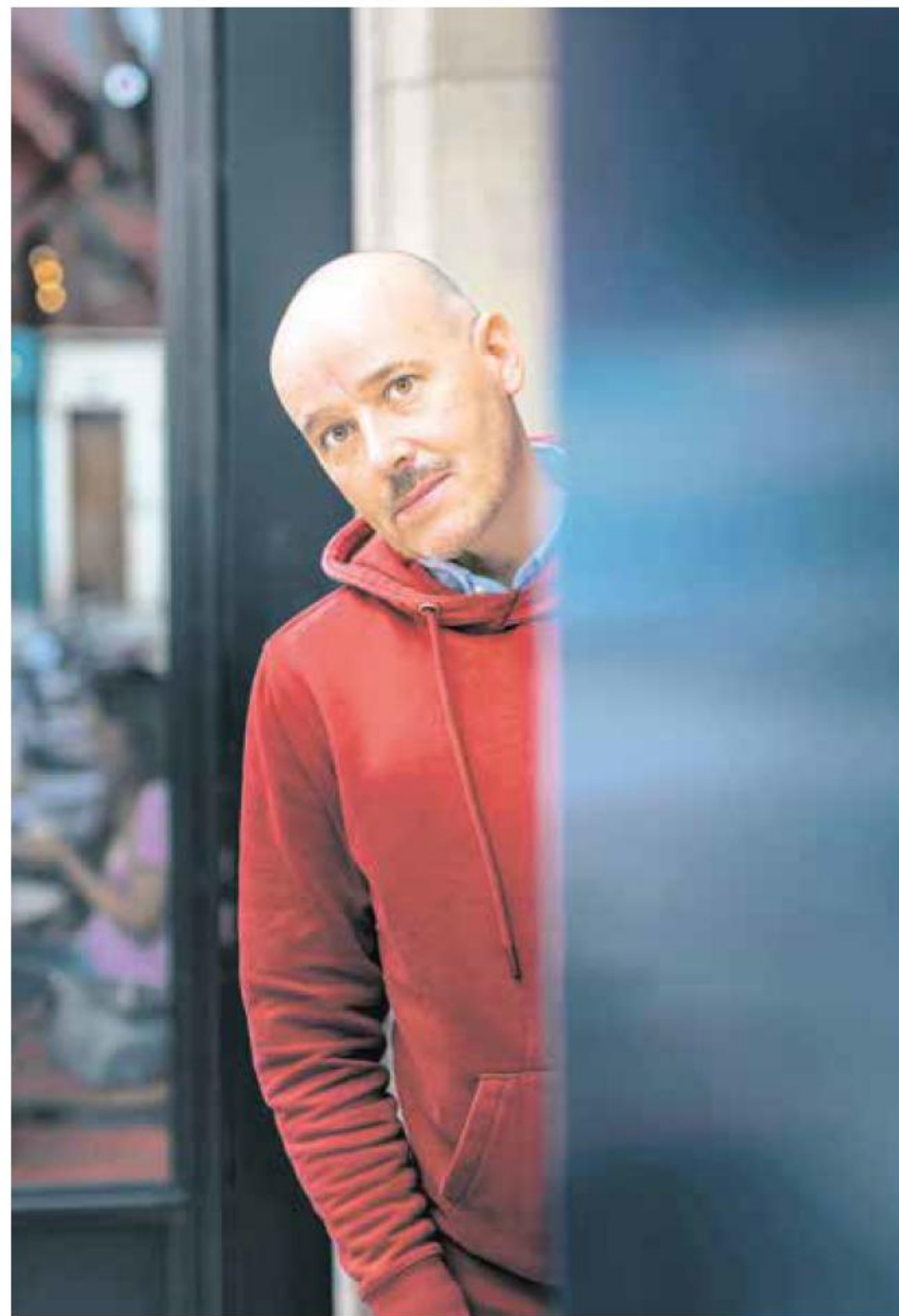
Stéphane Gaillard, face au long périple du #MeTooGarçons

L'ex-directeur de casting a recueilli les nombreux témoignages de comédiens victimes d'agressions sexuelles. Malgré l'ampleur des accusations, le cinéma français repousse toujours l'heure de la remise en question.

Stéphane Gaillard a appris à cultiver son décalage. Depuis qu'il est devenu l'un des visages du mouvement #MeTooGarçons, ses relations avec le secteur du cinéma sont devenues imprévisibles. Les regards sont distants, la méfiance règne, les ressentiments imprègnent les discussions. Dans cette « grande famille » du cinéma, les éléments perturbants sont mis au ban. Cette prise de distance a empêché l'ancien directeur de casting de complètement sombrer, comme tant d'autres, dans cet enfer pavé de mauvaises intentions : concurrence, faux-semblants, omerta. De rester cramponné à ce monde où les jeunes comédiens et comédiennes sont les proies. Adèle Haenel en 2019, Judith Godrèche en 2023, Caroline Ducey en 2024 et tant d'autres... Les récits de femmes victimes de viol se sont multipliés. La toxicité du milieu n'est plus à prouver, mais arrive toujours à choquer. Pourtant, rien ne change. Stéphane Gaillard l'a expérimenté à de nombreuses reprises. En 2018, déjà, lorsqu'il publie une tribune dans les colonnes de *Libération* où il déplore le peu de rôles accordés aux comédiens et aux comédiennes transgenres. « *Le pire a été le silence qui a suivi, se souvient-il. Alors que tout le secteur a lu le texte.* » Les mauvaises habitudes ont la peau dure.

DES MOTS SUR DES TRAUMATISMES

Encore une fois, le monde du 7^e art détourne le regard. Puis en juin 2024, lorsque les auditions de la commission d'enquête sur les violences sexuelles au cinéma, lancée à la suite des révélations de Judith Godrèche, battent leur plein. « *En coulisse, tout le monde – notamment des non-victimes – se battait pour y témoigner*, lance Stéphane Gaillard, qui a pris part à la commission. *Cela leur permettait de se considérer comme importants. Ce n'est qu'une question d'ego.* » Enfin, quand il reçoit un appel d'une voix influente du milieu qui l'accuse de porter préjudice au cinéma, sous



Après 28 ans de métier, Stéphane Gaillard a été « blacklisté ». AYOUB BENKARROUM / REA

le coup de la colère, Stéphane Gaillard lui rétorque être aussi une victime. C'était la première fois qu'il en parlait de cette manière. Cette blessure longtemps enfouie a finalement refait surface. Pris au dépourvu, Stéphane Gaillard décide de la faire partager au plus grand nombre. Le 22 mars, il publie donc un texte sur Instagram. Les premières phrases : « *Été 1981. Je suis un petit garçon de 9 ans. Il rentre dans ma chambre. Il me viole. Quarante-trois ans de silence.* »

Quelques semaines plus tôt, le comédien Aurélien Wiik révélait lui aussi son secret : son ancien agent et d'autres membres de son entourage ont abusé de lui de ses 11 ans

à ses 15 ans. C'est la goutte de trop pour Stéphane Gaillard. Dorénavant, il veut dérangier le paysage, retourner les projecteurs contre ceux qui ont trouvé refuge dans l'obscurité, pour harceler, blesser, violer. Après tout, cela fait vingt-huit ans qu'il les côtoie, qu'il observe leur hypocrisie. « *Nous sommes dans l'ère de l'imposture, s'insurge l'ancien directeur de casting. Ils intègrent des associations, s'affichent publiquement, engagent des référents VHSS (violences et harcèlement sexistes et sexuels) et des coordinatrices d'intimité, puis font exactement le contraire en privé.* » Mais d'abord, il faut aider les victimes en attente d'un

espace de confiance pour mettre des mots sur leurs traumatismes. Une dizaine de comédiens avaient déjà pris contact avec lui entre 2017 et 2018. Le 22 février 2024, soit la veille de la cérémonie des Césars, Stéphane Gaillard crée une adresse mail, metooacteur@gmail.com, et la diffuse sur ses réseaux. Les témoignages se multiplient. Ils sont près de 300 à lui avoir raconté leurs histoires. Des récits crus, maladroits, traumatisants, dont la diffusion n'est pas à l'ordre du jour : 90 % des té-

«Été 1981. Je suis un enfant de 9 ans. Il rentre dans ma chambre. Il me viole. Quarante-trois ans de silence.»

moins se livrent pour la première fois et le processus pour déposer une plainte est tortueux. « *Vous devez réaliser une évaluation psychologique une semaine après avoir témoigné, et si l'agresseur est mis au courant, vous êtes mort*, regrette Stéphane Gaillard. *C'est très violent.* »

UN COURT MÉTRAGE EN PROJET

Pour l'éviter, l'ancien directeur de casting leur propose d'être mis en relation avec des avocats pénalistes ou d'amorcer des rencontres entre victimes. « *Je ne donne jamais les numéros. Je partage juste leurs comptes Instagram respectifs à l'un et à l'autre. C'est à eux d'amorcer un dialogue.* » La prochaine étape : un passage devant la caméra dans le rôle principal d'*À perpétuité ?*, une première pour lui. « *J'ai eu envie de le filmer, c'est peut-être difficilement explicable* », résume humblement Grégory Cyr, réalisateur du court métrage, dont le tournage débute en octobre. La base du scénario ? Toutes les trois minutes, un enfant est sexuellement agressé. Le combat continue. ■

TOM DEMARS-GRANJA

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
l'Humanité

« Un seul doigt ne peut pas laver le visage »

L'écrivain Alain Mabanckou, prix Renaudot en 2006 et dont le dernier ouvrage est consacré au parcours d'Angela Davis, a échangé avec la célèbre militante et intellectuelle au Village du livre. Il nous livre le récit ému d'une rencontre mémorable.

CAHIER SPÉCIAL FÊTE DE L'HUMANITÉ



En ce 14 septembre 2024, je suis arrivé à la Fête de l'Humanité avec une double appréhension. D'abord, cela faisait plus d'une quinzaine d'années que je ne m'y étais plus rendu, et je me murmurais que je me sentirais quelque peu déconnecté, avec le sentiment que j'entrerais dans un territoire inconnu, que je devrais apprendre à danser avec un ou deux pieds, en tout cas au rythme de l'évolution de cette manifestation qui est l'une des plus populaires du pays. Je devrais ainsi retrouver mes pas, ne pas m'égarer dans les allées, ne pas oublier de prêter attention à toutes ces militantes et à tous ces militants parce que j'étais au cœur de la conscience des luttes, parce qu'il me fallait prendre la température du « cachot du désespoir », pour reprendre l'expression d'Aimé Césaire que je commençais d'ailleurs à imaginer me déclamer ses fameux vers du *Cahier d'un retour au pays natal* : « Ma bouche ■■■

/// sera la bouche des malheurs qui n'ont point de bouche... Ma voix, la liberté de celles qui s'affaissent au cachot du désespoir... » Ensuite, et c'était évidemment ma plus grande appréhension, ma présence en ces lieux avait une raison : j'avais été invité pour rencontrer Angela Davis, échanger avec celle qui n'est plus à présenter, celle-là qui avait marqué ma jeunesse et à qui je consacre mon dernier livre, *Cette femme qui nous regarde*. Non, je ne l'avais jamais rencontrée de près, face à face, en dehors de ma présence dans le public dans une conférence qu'elle avait donnée en 2014 à l'université de Californie-Los Angeles où j'enseigne et où elle fut embauchée dans les années 1970. J'avais enfin l'opportunité d'être devant elle, avec elle, d'évoquer ce livre sur elle, de parler de la préface qu'elle a écrite dans *Mumia, la plume et le poing*, ouvrage dans lequel une centaine d'artistes se mobilisent pour réclamer la libération de Mumia Abu-Jamal.

Si je pouvais composer avec ma première appréhension – celle de danser d'un pied ou des deux selon les circonstances –, connaissant ma capacité de danseur « tout-terrain », comme on dit au Congo pour illustrer notre faculté de nous adapter à n'importe quelle farandole, je ne pouvais néanmoins prédire mes émotions lorsque je serais devant l'icône afro-américaine dont les pages les plus saisissantes de sa geste révolutionnaire défilaient déjà dans mon esprit alors que je m'approchais maintenant d'elle pour un premier contact. C'était une approche rapide, derrière les tentes de l'Agora, juste avant qu'on ne nous donne le signal d'entrer en scène et de nous retrouver devant une foule de plus de 2000 personnes applaudissant avec énergie et sans discontinuer.

L'écrivain Alain Mabanckou au cœur de la Fête. DEMIAN LETINOIS
TAILLANT POUR L'HUMANITÉ

Ci-dessous, avec l'intellectuelle Angela Davis (au centre) et Johanna Fernandez, porte-parole des collectifs de soutien à Mumia Abu-Jamal (à droite), au Village du livre, le 14 septembre. NICOLAS CLEUET / LE PICTORIUM
POUR L'HUMANITÉ.



Ces quelques minutes préliminaires étaient essentielles pour moi, pas pour elle qui, depuis son arrivée, était cernée en permanence par ses admiratrices et ses admirateurs qui la suivaient à chacun de ses mouvements. Il était primordial que nous nous parlions avant la rencontre. Du moins, faire connaissance pour l'aisance de l'échange en public.

Je l'ai ainsi retrouvée entourée par les organisateurs de la Fête qui se réjouissaient de nous mettre en contact. J'avais le sentiment que le temps s'était interrompu pendant quelques secondes. Je ne savais pas s'il fallait tendre la main à cette « femme qui me regarde » depuis mon enfance, ou alors ouvrir mes bras comme si je m'apprêtais à embrasser un membre de ma famille. J'avoue ne plus trop me souvenir, mais je suis tombé sur quelques images où nous nous étions embrassés. Je me rappelle néanmoins que nos mots avant l'entrée en scène étaient à peine audibles, surtout de ma part, en contraste avec cette assurance qu'affichait Angela Davis, le menton bien levé, me regardant droit dans les yeux, on aurait dit qu'elle me sollicitait de comparer ce regard à celui qui me captivait dans mon enfance et que j'ai essayé de décrire dans *Cette femme qui nous regarde*. Nos premiers mots ? Je crois que je m'étais présenté à Angela Davis en bredouillant je ne sais plus quoi. Le sourire en coin, elle m'a remercié pour mon livre. « Mais je ne l'ai lu qu'en PDF », a-t-elle rajouté d'un air de regret. Catherine Roger, mon agente, avait déjà prévu un exemplaire en papier pour elle.

Nous parlions du Congo, de Lumumba, du Che, des États-Unis, des luttes, de l'université de Californie-Los Angeles qui nous unissait. Elle avait été virée de cette institution parce qu'elle était communiste, membre des Black Panthers. Moi, j'y suis embauché depuis deux décennies, et je viens pourtant d'un ancien pays communiste. Cette ironie du sort avait déverrouillé les choses entre nous pendant que nos échanges prenaient le ton de la confiance, presque du secret à en juger les photos que j'ai vues plus tard sur les réseaux sociaux. Oui, la foule autour de nous était plus qu'intéressée, et dans mon esprit nous ne parlions pas qu'entre nous deux, nous parlions aussi pour ces femmes et pour ces hommes sur qui dépendait la réussite de cette Fête de l'Humanité. Et d'ailleurs, pour Angela Davis, il n'était pas question de la créditer de figure emblématique des luttes contre les injustices : elle répliquait immédiatement qu'elle n'était pas la seule, que durant tout son parcours, c'était toujours une question de lutte collective. Chez moi, au Congo, on formulait ces propos en une formule populaire : « Un seul doigt ne peut pas laver le visage. » Lorsque nous nous sommes retrouvés devant le public, noyés sous les applaudissements, j'étais conscient que je participais à une des rencontres essentielles de mon existence. Que l'Histoire afro-américaine que j'apercevais de loin m'avait offert l'opportunité d'approcher l'une des femmes les plus importantes de tous les temps. Et c'était presque étrange de constater qu'elle était de chair et d'os, comme nous. Que son esprit n'avait jamais été aussi en éveil que maintenant. Que son message et sa détermination n'avaient pas pris une seule ride. Son humilité était touchante. Surtout lorsqu'elle a dit, à mon avis une des paroles les plus fortes de cette rencontre : « Quand je viens à la Fête de l'Humanité, je repars encore plus révolutionnaire... » ■

ALAIN MABANCKOU

Cette femme qui nous regarde, Robert Laffont, 160 pages, 18,90 euros.
Mumia, la plume et le poing, le Temps des cerises, 168 pages, 35 euros.



Le jury populaire a choisi de récompenser un natif de Marseille. AYOUB BENKARROUM / REA POUR L'HUMANITÉ

Maurice Gouiran, lauréat du prix du Polar de l'Humanité

LITTÉRATURE Au terme d'un procès mené par le Syndicat des avocats de France et celui de la magistrature, l'auteur a été récompensé pour *On n'est pas sérieux quand on a 17 ans*.

Au Village du livre, les codes de la justice ont été respectés : « Mesdames, Messieurs, la cour ! ». Le président du tribunal, l'écrivain Gilles Del Pappas, entouré de deux rapporteuses, Léa Talrich, secrétaire générale du Syndicat des avocats de France (SAF), et Nelly Bertrand, présidente du Syndicat de la magistrature, ont ouvert ce réjouissant procès, magistrale défense du roman policier sous toutes ses formes. Pendant deux heures, dix auteurs de polars se sont succédé sur le banc des accusés, défendus par dix avocats commis d'office face aux réquisitions implacables de l'avocate générale. Leur crime ? Avoir commis des romans à forte connotation politique et sociale qui ont « contaminé » des milliers de lecteurs. « Ces polars contribuent à éclairer les failles dans le système », a résumé le président Gilles Del Pappas. Polars féministes, fantastiques, ruraux, historiques... il y en avait pour tous les goûts. Les avocats ont rivalisé de verve et d'humour, éreintant au passage le patriarcat, le macronisme et les dysfonctionnements d'une institution judiciaire « maltraitante et

sous-dotée ». Le jury populaire a choisi, après une brève délibération, de récompenser *On n'est pas sérieux quand on a 17 ans* (M+ éditions, 2024) du Marseillais Maurice Gouiran. À travers l'histoire d'un jeune émigré polonais accusé en 1961 de crimes qu'il n'a pas commis, l'auteur dit avoir voulu « s'élérer du roman national ». Comme au Festival de Cannes, le jury a souhaité décerner un prix spécial pour mettre en lumière le travail singulier de Nicolas Jaillet, auteur de *la Maison* (Bragelonne, 2016). Son avocate, M^e Charlotte Cambon, en a profité pour rappler l'importance des avocats commis d'office, payés 3,78 euros, au regard des honoraires indécents demandés par les « gros vieux blancs hommes pénalistes ». Le prix de la plaidoirie revient à M^e Alban Richeboeuf pour sa défense du roman de Gérard Streiff, *le Sosie*.

UNE GRANDE PREMIÈRE

Remis pour la première fois à la Fête de l'Humanité, ce prix du Polar est né à Marseille, en lien avec des associations de quartier. Épaulé par Magali Busseuil, Gilles Del Pappas a sélectionné les œuvres et recruté le jury grâce à

une annonce publiée dans l'Humanité. De son côté, Léa Talrich s'est occupée de trouver des avocats volontaires pour ce concours d'éloquence : « J'ai tenu à ce que les différentes matières d'exercice soient représentées : pénaliste, travailleur, publiciste... Ils et elles viennent de toute la France avec une diversité générationnelle à l'image du syndicat. Je regrette seulement de ne pas être arrivée à la parité alors que le SAF est à 80 % féminin. » Pour trouver l'avocat général, chargé des réquisitoires, le SAF s'est rapproché du Syndicat de la magistrature avec un souci commun de promouvoir la lecture : « La procureure, dont le rôle est essentiel, très politique, a lu les dix livres. Nous avons imaginé le procès dans un souci de vulgarisation. » L'idée de déplacer le prix du Polar à la Fête de l'Humanité est née il y a moins d'un an, à la terrasse d'un bar de Marseille : « On n'aurait jamais imaginé qu'on allait l'organiser dans cet espace du Village du livre. Tout a été très simple. » Rendez-vous l'an prochain. ■

SOPHIE JOUBERT

On n'est pas sérieux quand on a 17 ans, M+ éditions, 380 pages, 19,90 euros.

Le débat public est très abîmé en France. Et la presse écrite a un rôle à jouer pour sortir de ce marasme et permettre, dans sa diversité, de donner à ses lecteurs des clés pour appréhender le monde. C'est par ce constat que le directeur de l'Humanité, Fabien Gay, a accueilli, jeudi 12 septembre, les professionnels de la presse au traditionnel dîner sur le site de la Fête. Ce repas est la seule occasion où se côtoient, dans l'année, tous les acteurs du secteur, des syndicats patronaux et de salariés, les secteurs de l'imprimerie, de la distribution, de La Poste devant le ou la ministre de la Culture en exercice. Cette année, Rachida Dati s'est excusée, pour cause de « contexte institutionnel », comme Rima Abdul Malak l'an dernier.

« Toutes et tous, nous avons des rôles et des fonctions différents, mais sommes portés par un objectif commun : celui du droit d'informer, qui, dans sa diversité, participe au pluralisme de la presse et de l'opinion, garant d'une démocratie pleine et entière », a commencé Fabien Gay. Qui a rappelé que « si elle repose sur la liberté de vote, les citoyennes et citoyens doivent surtout être éclairés en amont de leur choix, raison pour laquelle notre mission a valeur constitutionnelle, et que notre liberté est garantie par la loi ».

Or, le sénateur communiste se dit « abasourdi par la médiocrité du débat public actuel », « remarque qui ne vise ni le pouvoir en place, ni un camp, mais bien l'ambiance générale ». Il constate que « nous sommes saturés de débats où opinions et faits se mélangent, et auxquels se mêlent des fake news, des surenchères de commentaires et une recherche permanente de buzz ». Phénomène aggravé par « la méthode de certaines chaînes d'information en continu qui ne favorisent ni la réflexion ni la pensée, mais s'alimentent de l'émotion et du clash ». Le tout avec un impact important des réseaux sociaux, où « se mêlent sans distinction de l'info, de l'infox, de l'insulte, malheureusement sans aucun contrôle, ni modération ».

LA PRESSE ÉCRITE DRASTIQUEMENT MOINS AIDÉE QUE L'AUDIOVISUEL

Fabien Gay rappelle que les fake news et les réseaux sociaux ne sont pas le seul problème. Dans les médias plus traditionnels, « jouer sur les peurs et les fantasmes, donner sans cesse la parole à des éditorialistes, spécialistes de tout ou experts de rien, y contribue également », constate-t-il. « Sans qu'il y paraisse, cette surinformation pénètre peu à peu dans les cerveaux et façonne durablement la vision du monde de chacune et chacun », reprend-il en rappelant que les titres de la presse quotidienne et magazine participent au débat général. Pour le directeur de l'Humanité, il est urgent de promouvoir la lecture, ce qu'appuieront les trois interlocuteurs qui lui succéderont : Pierre Louette pour l'Alliance de la presse d'information générale (Apig), François Claverie pour le



Fabien Gay a accueilli, jeudi 12 septembre, les professionnels de la presse au traditionnel dîner sur le site de la Fête.

1% pour le pluralisme et la liberté d'opinion

MÉDIAS Au traditionnel dîner de presse, jeudi soir, Fabien Gay, directeur de l'Humanité, a proposé d'instaurer une taxe sur la publicité pour financer les titres d'information politique et générale.

Syndicat des éditeurs de la presse magazine et Florence Philbert, directrice générale des médias et des industries culturelles. Selon eux, cela relève quasiment de l'enjeu de société, alors qu'un élève sur deux ne lit pas de façon fluide à son entrée en sixième.

Fabien Gay a noté avec intérêt que la parenthèse des élections européennes et législatives a provoqué un élan vers tous les titres de la presse écrite. Les prix bas de l'information numérique y contribuent sans doute. Mais ceux-ci ne rémunèrent pas les éditeurs, bien que l'information, vérifiée, contrôlée, ait un coût. « Il n'y a pas de modèle économique pour la presse quotidienne nationale, ni pour la presse en ligne », constate-t-il. Et il met le doigt sur une contradiction : « Alors que la presse

écrite est le secteur qui embauche le plus de journalistes (le double que dans l'audiovisuel) et qui fournit donc davantage d'information, elle reçoit drastiquement beaucoup moins d'aides directes et/ou de redevances que pour certains secteurs de l'audiovisuel. »

Et comme l'Humanité et quelques autres titres sont discriminés par les annonceurs publicitaires, censés pourtant financer la presse écrite, Fabien Gay propose l'instauration d'une taxe sur la publicité de 1 % qui serait redistribuée aux « titres d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires ». « Cette mesure, indolore sur le budget de l'État, viendrait pérenniser le modèle de la presse écrite française et lui permettrait de résister face aux géants de l'information », a relevé le sénateur. Pierre

Louette, PDG du groupe le Parisien-les Échos et vice-président de l'Apig, s'est réjoui de cette proposition, selon lui solidaire et éthiquement responsable. Fabriquer des journaux a un coût, a martelé le PDG des Échos. Un coût qui est « celui de la démocratie » et « qui n'est pas si considérable que l'État ne puisse l'assumer ».

Fabien Gay a terminé son discours par un appel à rester vigilant sur les financements de la culture et de l'information : « Il faut impérativement que les subventions à la culture ne soient jamais conditionnées à une quelconque allégeance au pouvoir. C'est la garantie que l'art et la culture ne soient jamais aux ordres, qu'ils restent libres, émanicipateurs et garantissent la diversité des regards sur le monde. » ■

CAROLINE CONSTANT

DÎNER DE PRESSE

ILS ET ELLES ÉTAIENT PRÉSENTS

Pablo Aiquel Secrétaire général du SNJ-CGT. **Abdel Aït-Belkacem** Directeur de la fabrication de *l'Humanité*. **Jean-Marie Archereau** Président du SPMS. **Pierre Archet** Président du SPHR. **Bruno Aussant** Président du SNDP. **Fabrice Bakhouch** Directeur général groupe Sipa-Ouest France. **Marianne Bérard-Quélin** Directrice de la publication de la *Correspondance de la presse*. **Laurent Bérard-Quélin** Directeur général et vice-président de la *Correspondance de la presse*. **Jean-Baptiste Bodin** Chef adjoint du bureau du régime économique de la presse à la DGMIC. **Otto Borscha** Directeur général de BO Conseil. **Hervé Bramy** Président de la Société des lectrices et des lecteurs de *l'Humanité*. **Catherine Chagniot** Directrice générale de la FNPS. **Philippe Charbit** Délégué général du SNDP. **Laure Chollet** Cheffe du bureau du régime juridique de la presse à la DGMIC. **Antoine Chuzeville** Secrétaire général du SNJ. **François Claverie** Président du CA du *Point*, Président du SEPM. **Cyrille Compagnon** Directeur de la Siep. **Caroline Constant** Cheffe de la rubrique Médias de *l'Humanité*. **François d'Orcival** Président du comité éditorial de *Valeurs actuelles*. **Anthony Daguet** Secrétaire général de *l'Humanité*. **Marie de La Taille** Sous-directrice de la presse écrite et des métiers de l'information à la DGMIC. **Laura Debezy** Secrétaire générale de la CPPAP à la DGMIC. **Damien Dhont** Responsable de la filière Presse Filpac-CGT. **Cécile Dubois** Coprésidente du Spil. **Laurent Favier** Directeur technique de Grammeo. **Laurence Franceschini** Conseillère d'État, présidente de la CPPAP (commission paritaire). **Frédéric Gargaud** Directeur du numérique de *l'Humanité*. **Fabien Gay** Sénateur, directeur de *l'Humanité*. **Christophe Ghernisu** Vice-président de la région Sud-Est de Culture Presse. **Renaud Grand-Clément** Président-directeur général du *Point*. **Laurence Hamon** Directrice générale de la FNPS. **Sylvain Hue** Directeur de Riccobono-Pop. **Nordine Idir** Collaborateur du directeur de *l'Humanité*. **David Jourdan** Secrétaire général adjoint d'InfoCom-CGT.

Thomas Karolak Directeur du développement de *la Croix*. **Joseph Laurent** Président de la MNPLC (Audiens). **Loïc Le Deuff** Directeur de Midi Print. **Pascal Lefebvre** Filpac-CGT. **Olivia Lévy** Seattle Avocats. **Sébastien Loison** Directeur général de Samebox. **Julie Lorimy** Directrice générale du SEPM. **Pierre Louette** Président-directeur général du groupe *les Échos-le Parisien*, vice-président de l'Apig. **Yannick Marin** Collaboratrice du directeur de *l'Humanité*. **Sandro Martin** Directeur général du *Nouvel Obs*. **Éric Matton** Directeur général de France Messagerie. **Jean-Philippe Milesy** Président des Rencontres sociales. **Patricia Panzani** Directrice adjointe de l'Apig. **Florence Philbert** Directrice générale à la DGMIC. **Anne Ponce** Directrice de la rédaction de *la Croix*. **Virginie Premont** Directrice de comptes stratégiques presse du groupe La Poste. **Léo Purguette** Président-directeur général de *la Marseillaise*. **Jean-Christophe Raveau** Président de la FNPS. **Guillaume Riccobono** Président-directeur général de Riccobono. **Guillaume Rogations** Directeur des relations avec les professions et les pouvoirs publics d'Audiens Care. **Daphné Ronfard** Chargée de mission au bureau du régime économique de la presse écrite à la DGMIC. **François Ronget** Seattle Avocats. **Pascal Ruffenach** Président du directoire de *la Croix*. **Frank Salomon** Directeur des relations institutionnelles à la BU presse du groupe La Poste. **Cécile Sartori** Direction commerciale de la BU presse du groupe La Poste. **Joséphine Sennelier** Seattle Avocats. **Arnaud Skrzyrbak** Adjoint à la directrice générale et chef de service à la DGMIC. **Wilfried Souchet** Directeur de Riccobono. **Patrick Staat** Directeur délégué de la revue *le Réveil des combattants*. **Mathieu Szeradzki** Chef de bureau du régime économique de la presse à la DGMIC. **Emmanuel Tordjman** Seattle Avocats. **Hervé Tourniquet** Avocat. **Carlos Tunon** Secrétaire général de la Filpac-CGT. **Jean-Pierre Vittu de Kerraoul** Président de la Sogepress. **Yves Xémard** Directeur des business units-activité presse du groupe La Poste.

Nous twitcherons les mots

NUMÉRIQUE *L'Humanité* lance sa chaîne Twitch. Débats en plateau, reportages en duplex et directs de l'Agora ont été suivis par près de 20 000 spectateurs uniques sur le seul week-end de la Fête.

Théo Bourrieau a les yeux qui brillent et il essuie d'un revers de main une petite larme au coin de l'œil. Nous sommes dimanche, il est 18 heures, la Fête de l'Humanité touche à sa fin. Une fête très particulière pour Théo. C'est lui qui avait la lourde charge d'animer, depuis vendredi, un nouveau média : la chaîne Twitch de *l'Humanité*. Six heures par jour, Théo est resté dans les arrières de l'Agora, où avait été installé un studio pour accueillir les invités en plateau, pour lancer les discussions avec les spectateurs qui commentaient en direct ce qui se passait à l'écran. Un véritable marathon qu'il a réalisé avec enthousiasme et qui explique son émotion. Théo n'était pas seul. Depuis le studio, il avait un comparse, Pierre-Antoine Valade, qui a fait découvrir, en direct et en duplex, les allées, les stands et ce peuple de la Fête qui se complètent pour donner cette ambiance si particulière et unique, joyeuse, bienveillante et engagée. L'équipe comptait également les chefs d'orchestre : Raphaël, à la réalisation, Mike et les équipes vidéo à la régie plateau. Sans oublier Mathilde, Dyanis, Aliénor, Fred, Marine, qui en coulisses ont œuvré au découpage, au montage de sujets pour les partager sur les différents réseaux sociaux.

Toute une équipe, donc, pour lancer un nouveau projet. Avec comme parrain Guillaume Meurice – et ses invités – dont la carte blanche du vendredi soir était la première « grosse émission » streamée (diffusée en direct) sur la chaîne. Mais d'autres personnalités de cet univers numérique ou du monde sensible ont participé au lancement. Jean Massiet, de Backseat, qui cette année encore a réalisé son émission en public depuis l'Agora de la Fête. Des streameurs et streameuses comme Ost et Modiie, le youtubeur Bolchegeek, les militantes

du collectif féministe Furax ou celles de l'association les Afrogameuses, mais également Ian Brossat, sénateur communiste, Olivier Corzani, le maire de Fleury-Mérogis (Essonne), Émilie Lecroq, présidente du groupe communiste et insoumis de Seine-Saint-Denis, ou Rachel Keke...

UNE AUDIENCE CONSIDÉRABLEMENT ÉLARGIE

Certes, *l'Humanité* avait déjà touché à ce média très particulier lors de la « Fête autrement », au moment du confinement. Mais cette édition 2024 marque le véritable lancement d'un nouveau titre, nom de code « Huma! - Stream », aux côtés du quotidien *l'Humanité*, de *l'Humanité magazine* et du site Internet *l'humanité.fr*. Avec cette chaîne Twitch, média qui privilégie le direct et l'interactivité, l'objectif est de continuer à développer notre présence dans l'univers numérique et de toucher un nouveau public afin de lui proposer de découvrir notre journalisme, nos analyses sur les événements du monde.

Depuis le lancement du nouveau site et de l'Humatinal, en septembre 2023, notre audience s'est considérablement élargie. La fréquentation de *l'humanité.fr* a été multipliée par deux, nos abonnements numériques ont grimpé de 46 %. Notre nouvelle stratégie sur les réseaux sociaux porte également ses fruits puisque nos communautés sur YouTube, Instagram et TikTok ont progressé respectivement de 51 %, 184 % et 342 %. Le démarrage de notre chaîne Twitch est également un succès, puisque, au bout de 19 heures de stream sur trois jours, on comptait 4 800 abonnés à la chaîne et près de 20 000 spectateurs uniques sur le week-end. Prochaine émission sur Twitch : le débrief de la Fête de l'Humanité, mercredi 18 septembre, à 15 heures. ■

STÉPHANE SAHUC



Vendredi soir, Guillaume Meurice avait carte blanche pour la première « grosse émission ».

Un État palestinien mettra-t-il fin à l'occupation ?

PROCHE-ORIENT Plus de 40 000 morts à Gaza, la colonisation s'intensifie en Cisjordanie, etc. Des représentants de l'OLP, de partis de gauche européens et d'associations ont débattu des solutions à mettre en œuvre pour que cesse la politique du « deux poids, deux mesures » des pays occidentaux.



LE DÉBAT

Inauguration du stand de l'État de Palestine

Depuis un an et les attaques terroristes du Hamas le 7 octobre, les Palestiniens de Gaza sont victimes d'une opération militaire israélienne sans précédent. Crimes de guerre, crime contre l'humanité et même crime de génocide sont avancés contre cette intervention qui a fait plus de 40 000 morts. La revue *The Lancet* évoque même 186 000 victimes. Des opérations qui se multiplient aussi en Cisjordanie pour développer une occupation israélienne. Lors d'une table ronde à l'espace débats du Village du monde, Qasem Awwad, Mathilde Caroly, Peter Mertens et Anne Tuillon ont avancé plusieurs pistes, dont la nécessité de reconnaître sans attendre un État palestinien. Ils ont appelé à accentuer la pression sur les dirigeants de leur pays, mais aussi sur l'Union européenne (UE), et à mettre un terme aux livraisons d'armes à Tel-Aviv.

La création d'un État palestinien est-elle toujours centrale dans la lutte des Palestiniens ?

Qasem Awwad C'est la seule réponse face aux crimes de l'armée d'occupation israélienne à Gaza. Depuis le vote du partage de la Palestine historique, en 1947, la question qui se pose est toujours celle de la création d'un État indépendant palestinien. Il faut donc que la France reconnaisse cet État. C'est

la seule réponse à la politique israélienne et la mise en application du droit international. Nous demandons deux États et le retour des réfugiés, comme c'est inscrit dans les résolutions de l'ONU que les États-Unis et les autres pays occidentaux n'ont pas respectées. La seule solution, c'est que les hommes libres partout dans le monde continuent à se révolter contre cette injustice. C'est comme ça qu'on forcera les gouvernements à faire valoir les droits du peuple palestinien.

Que pensez-vous du refus du président français de reconnaître un État palestinien ?

Qasem Awwad Un président très important comme celui de la France ne peut pas lire l'histoire à moitié. Comment peut-il continuer à refuser de reconnaître notre État quand la résolution 181 de l'ONU reconnaît dès 1947 la nécessité de la création en Palestine de deux États indépendants et souverains ? Nous avons été trahis par Emmanuel Macron et de nombreux dirigeants internationaux. Mais nous sommes déterminés à continuer le combat jusqu'à la fin de l'occupation.

Comment le Parti communiste français entend-il mener cette bataille pour la reconnaissance ?

Mathilde Caroly La solution au conflit ne peut être que politique. Le PCF s'engage sans faille pour que les droits inaliénables du peuple palestinien soient enfin respectés.

Cela passe par la réaffirmation de la solution à deux États, demandée par l'OLP et les instances internationales. Nous devons faire pression sur notre gouvernement pour

qu'il passe enfin de la parole aux actes. Emmanuel Macron considère que les conditions ne sont pas réunies pour reconnaître un État palestinien, mais l'Espagne, l'Irlande, la Norvège et la Slovaquie viennent de le faire. Il faut que la France cesse d'être l'appendice des États-Unis et qu'elle porte enfin une voix originale. D'autant qu'un changement diplomatique aurait un effet d'entraînement sur huit à neuf pays de l'UE. Politiquement, une telle reconnaissance serait un coup de semonce pour Israël, qui active tous les moyens diplomatiques et médiatiques à sa disposition pour l'empêcher, et s'assoit sciemment sur le droit international. Cette stratégie est pourtant une catastrophe pour Israël, puisque seule la création d'un État de Palestine dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, assurerait la sécurité des deux peuples et mettrait fin au cycle de vengeances. Si la Palestine était un État membre à part entière de l'ONU, la discussion au sein du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU serait d'une autre nature. Les Américains auraient bien plus de mal à imposer leur veto pour défendre Israël. C'est pourquoi, depuis 2012, nos parlementaires se sont impliqués dans cette bataille. L'année dernière encore, ils ont utilisé leur niche parlementaire pour proposer une résolution, qui n'a malheureusement pas été votée par les députés de droite et macronistes. Le PCF a aussi lancé une pétition pour la reconnaissance de l'État de Palestine.

Et qu'en est-il de la Belgique, où cette question s'est posée plus qu'en France ?

Peter Mertens Un très fort mouvement de soutien à la Palestine s'est aussi organisé en Belgique. Dans les années 1960 et 1970, les jeunes ont occupé les universités

« La dépendance aux armes est le point faible de la machine d'occupation. »

PETER MERTENS



au Village du monde de la Fête de l'Humanité, le 13 septembre. AYOUN BENKARROUM/ RÉA

pour protester contre la guerre impérialiste des États-Unis au Vietnam. Dans les années 1980, ma génération l'a fait contre l'apartheid en Afrique du Sud. Aujourd'hui, les luttes universitaires sont pour la Palestine. À chaque fois on a dit à ces jeunes qu'ils allaient perdre, qu'ils avaient tort, qu'ils étaient isolés. Mais à chaque fois ils ont continué et ils ont gagné. Les camarades palestiniens nous le disent. Ils n'ont pas besoin de compassion mais de solidarité. Ils ont besoin qu'on lutte à notre niveau contre nos propres gouvernements. Nous devons nous battre contre les échanges économiques qui soutiennent l'occupation. Mais il faut aussi se mobiliser pour que les armes européennes n'aillent plus en Israël, à l'image des syndicats belges du secteur du transport qui ont décidé de boycotter les livraisons d'armes. Cette question est centrale. La dépendance aux armes est le point faible de la machine d'occupation et du génocide. Le fait que les livraisons continuent est une honte pour l'Europe. L'autre scandale porte sur le maintien par l'UE d'un accord de libre-échange avec Israël. Combien de meurtres faudrait-il encore pour mettre fin à tout cela ? Je pense donc que nous devons lutter ici, en Europe, pour dénormaliser l'apartheid, le génocide et tous ces crimes de guerre. Et cette lutte, je crois, peut être un soutien efficace au peuple palestinien.

Quel type de combat faut-il mener pour obtenir cette reconnaissance de l'État de Palestine ?

Anne Tuailon Il s'agit de dénormaliser les relations avec le gouvernement israélien, comme le souligne Peter Mertens. Israël n'est pas un État normal parce qu'il pratique un régime d'apartheid à l'encontre du peuple palestinien, ce qui signifie qu'il n'y a pas égalité des droits entre personnes vivant sur une même terre. C'est ça que nous devons

combattre et dénoncer. Nous pensons donc que la priorité reste de combattre l'inégalité des droits. Cela passe par la fin de l'impunité dont jouit Israël. Pour cela, il faut aussi arrêter d'armer Israël, comme l'exige cette campagne « Stop Arming Israel », relayée par les syndicats belges, mais il faut aussi des sanctions. La reconnaissance de l'État de Palestine est aussi importante car elle signifie reconnaître un peuple et sa souveraineté sur ses terres. C'est reconnaître l'identité nationale de ce peuple et son droit à l'autodétermination. C'est pourquoi nous devons nous battre pour que la France et l'UE reconnaissent cet État. Mais nous savons que cela ne suffira pas, parce que, jusqu'à aujourd'hui, Israël ne respecte pas le droit. Mais c'est un premier pas. Même si ce n'est qu'une étape, c'est un marqueur fort, surtout au niveau de la France. Notre travail à nous, ici, c'est de faire en sorte que notre gouvernement cesse enfin sa politique du « deux poids, deux mesures » et son soutien inconditionnel à un État criminel.

Que fait l'OLP aujourd'hui avec les Palestiniens pour renforcer cette mobilisation internationale ?

Qasem Awwad Depuis 2007, nous avons demandé à rejoindre la Cour pénale internationale (CPI). Plusieurs pays voulaient nous l'interdire. Et en 2014, nous avons réussi à adhérer au statut de Rome pour rejoindre la CPI. C'est important pour combattre Israël et ses crimes contre l'humanité. Nous demandons aussi depuis des années à être membres à part entière des Nations unies et pas juste des « observateurs permanents ». Nous n'avons pas arrêté de



**QASEM
AWWAD**
DG du
département
des droits
de l'homme
et de la société
civile à l'OLP



**MATHILDE
CAROLY**
Responsable
du collectif
Palestine
pour le Parti
communiste
français (PCF)



**PETER
MERTENS**
Secrétaire
général
du Parti
du travail
de Belgique
(PTB)



**ANNE
TUAILLON**
Présidente
de l'Association
France-
Palestine
Solidarité
(AFPS)

PHOTOS : AYOUN BENKARROUM/ RÉA

demander aux pays occidentaux et aux pays du monde de poursuivre et de sanctionner l'État d'Israël et ses criminels de guerre. Nous souhaitons aussi que les pays européens poursuivent leurs citoyens dotés de la double nationalité qui commettent des crimes au sein de l'armée israélienne ou colonisent les terres de Cisjordanie. Mais nous sommes assiégés économiquement et politiquement, ce qui ne nous permet pas d'avancer dans nos démarches pour faire reconnaître nos droits. La voix de la Palestine passe donc aussi par votre solidarité envers notre cause. Cette solidarité qui a été attaquée par la politique du président Macron avec l'interdiction des manifestations. Mais nous allons poursuivre la mobilisation partout dans le monde, jusqu'à faire valoir nos droits et faire juger Benjamin Netanyahu et tous les criminels de guerre israéliens. Malgré les milliers de tonnes de bombes larguées, les mains des Palestiniens vont continuer à se lever pour faire le signe de la victoire.

Les forces progressistes parviennent-elles à s'organiser au niveau européen pour la reconnaissance de la Palestine ?

Anne Tuailon Le combat au niveau européen est une longue histoire. Il y a deux ans, une quarantaine d'organisations en France et dans sept pays européens ont lancé une initiative citoyenne européenne pour demander l'interdiction de commercer avec les colonies. L'objectif était de mettre fin à cette exception qui fait que, alors que la colonisation est reconnue comme un crime de guerre, les États européens n'hésitent pas à importer des produits venus des colonies israéliennes. Mais pour qu'une initiative européenne soit entendue, elle doit être signée par un million de citoyens, ce que nous ne sommes pas parvenus à obtenir. Pour autant, ces quarante organisations continuent de se battre. Nous allons lancer bientôt une très grande bataille pour l'annulation de l'accord d'association entre l'UE et Israël. Ce type d'accord fait de l'État signataire un partenaire presque au même titre qu'un membre de l'UE. Mais son article 2 précise que, en cas de non-respect des droits humains, l'accord est caduc. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'Israël a violé cet article 2. Notre première bataille, c'est donc la suspension de cet accord.

Peter Mertens Il est essentiel d'utiliser l'arme économique. Mais il faut en même temps continuer à dénormaliser Israël. Les mesures drastiques prises contre la Russie après l'invasion illégale de l'Ukraine, nous n'arrivons pas à les faire adopter contre Israël. Chaque mois, on discute d'une « No Fly Zone » au-dessus de l'Ukraine, mais je n'ai jamais entendu parler de « No Fly Zone » pour les avions israéliens au-dessus de Gaza. C'est ce « deux poids, deux mesures » auquel il faut mettre fin. C'est ça, le combat politique. La campagne internationale de désinvestissement (campagne BDS) est un outil. Mais l'évolution ne va pas venir des politiques. Pour que la pression soit suffisante, il faut un mouvement populaire anti-guerre, anti-génocide. C'est pourquoi il faut continuer à se mobiliser, à parler de la Palestine,

à mettre la pression sur les parlements. Car cette bataille n'est pas seulement pour la Palestine mais pour l'humanité. **Mathilde Caroly** Il faut également mener cette bataille sur l'accord d'association, parce c'est aussi à ce niveau que les choses peuvent bouger. Nous y sommes d'ailleurs déjà engagés, comme dans la campagne BDS. Il faut multiplier les actions pour faire pression sur Israël et lutter contre l'impunité. Mais, en France, nous nous heurtons toujours à la pression qui consiste à assimiler antisémitisme et antisémitisme. Il est très important de ne pas céder et de ne pas avoir peur de critiquer la politique israélienne. Nous continuerons donc à crier contre cette injustice, à la combattre et à nous mobiliser de façon unitaire pour la libération de la Palestine. ■

TABLE RONDE RÉALISÉE PAR PIERRE BARBANCEY
ET RETRANSCRITE PAR CAMILLE BAUER

« Nous devons faire pression sur notre gouvernement pour qu'il passe aux actes. »

MATHILDE CAROLY

Ne les laissons pas nous diviser
en fonction de notre couleur
de peau" (F. Roussel)

" La France,
ce n'est pas Vichy
ce n'est pas Bardella
ce n'est pas Le Pen ! " (D.Faure)

"La fête de l'Humanité:
un moment d'unité
et de résistance"
(M Tondelier)

NI MA BELLE
NI MA JOLIE
NI MA CHÈRE
CAMARADES SUFFIT

FEDERATION DE L'ŒUVRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
LA GRANDE PAIX HUMAINE EST POSSIBLE

Jean Jaurès

"Quand on voit le monde
qu'il y a à la fête de L'Huma,
la rentrée sociale s'annonce
extraordinaire!" (F. Ruffin)

(F. Ruffin)

CHERCHE
TRAJET DIMA
SOIR POUR
LYON

3. 90000 recrutements dans l'éducation nationale.
4. supprimer les niches fiscales et rétablir l'ISF.
5. 10000 emplois créés pour l'hôpital.

**Augmenter
les salaires
et les retraites**

Les portes
du ministre Barnier
BIENTÔÔÔT Vont
Se refermeeerrr

RESISTE !!

Gabriel,
Tu brûles mon esprit
Ton parti étrangle
ma vie...

" La France n'a pas ce visage
que décrit CNews
ni les autres milliardaires,
CE N'EST PAS VRAI ! "

(Alain Hayot, Dr en sociologie
et anthropologie)

- Oh vous l'avez trouvé où ce verre Manouchian ?
 - Par Là-bas, à gauche...
- Oui enfin, tout est à gauche ici...

Et sous le SAule
PIEUReur - 5
SolAAAR pleure -

Results: